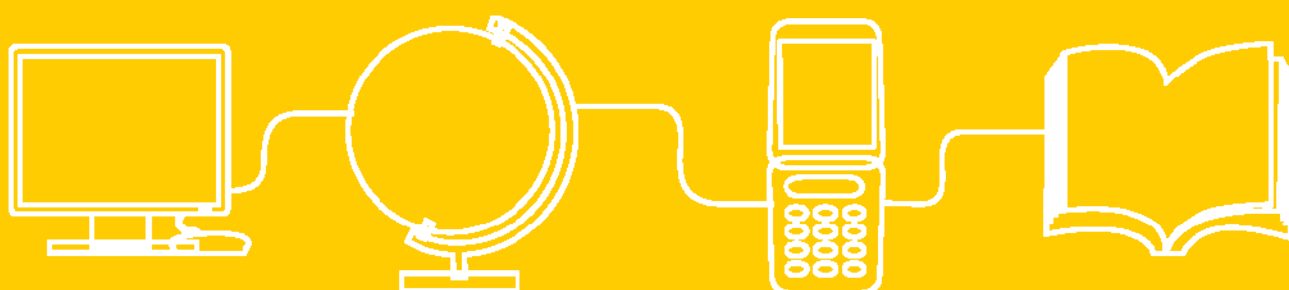


PagesJaunes Groupe

Rapport financier annuel

Au 31 décembre 2007

Conseil d'administration du 14 février 2008



PagesJaunes Groupe

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 56 053 356 euros

Siège social : 7 avenue de la Cristallerie - 92317 Sèvres Cedex

R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1.	Attestation des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier annuel	7
2.	Rapport annuel d'activité au 31 décembre 2007	8
2.1.	Présentation générale	8
2.2.	Commentaires sur les résultats annuels 2007	9
2.2.1.	Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France	11
2.2.1.1.	Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France	11
2.2.1.2.	Achats externes du segment PagesJaunes en France	14
2.2.1.3.	Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France	15
2.2.1.4.	Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France	15
2.2.1.5.	Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France	15
2.2.1.6.	Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France	16
2.2.2.	Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales	16
2.2.2.1.	Chiffre d'affaires du segment International & Filiales	17
2.2.2.2.	Achats externes du segment International & Filiales	18
2.2.2.3.	Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales	19
2.2.2.4.	Salaires et charges sociales du segment International & Filiales	19
2.2.2.5.	Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales	19
2.2.3.	Analyse du résultat d'exploitation consolidé	20
2.2.3.1.	Participation des salariés et rémunération en actions	20
2.2.3.2.	Dotations aux amortissements	21
2.2.3.3.	Résultat d'exploitation	21

2.2.4.	Analyse du résultat net consolidé	21
2.2.4.1.	Résultat financier.....	21
2.2.4.2.	Impôt sur les sociétés	22
2.2.4.3.	Résultat net des activités cédées	22
2.2.4.4.	Résultat net.....	22
2.3.	Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées	22
2.4.	Engagements hors-bilan, litiges et parties liées	24
2.5.	Risques et incertitudes relatifs à l'année 2008	24
2.6.	Evénements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2007	25
2.7.	Recherche et développement	25
3.	COMPTES CONSOLIDES.....	26
	Etats de synthèse	26
	Note 1 - Description de l'activité.....	30
	Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2007	30
	Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation	31
3.1	- Principes comptables	31
3.1.1	- Application de normes, d'interprétations, d'amendements de normes et d'interprétations... 31	
3.1.2	- Positions comptables retenues par le Groupe, en vertu des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8 31	
3.2	- Consolidation	33
3.3	- Opérations en devises	33
3.4	- Présentation des états financiers	34
3.5	- Chiffre d'affaires.....	34
3.6	- Frais de publicité et assimilés	35
3.7	- Résultat par action	35

3.8 - Ecart d'acquisition.....	35
3.9 - Autres immobilisations incorporelles.....	36
3.10 - Immobilisations corporelles.....	37
3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé.....	37
3.12 - Actifs et passifs financiers.....	38
3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers.....	38
3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers.....	39
3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés.....	39
3.13 - Stocks.....	40
3.14 - Impôts différés.....	40
3.15 - Provisions.....	41
3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires.....	42
3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi.....	42
3.16.2 - Autres avantages à long terme.....	42
3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail.....	42
3.17 - Rémunération en actions.....	43
Note 4 - Information sectorielle.....	43
4.1 - Par secteur d'activité.....	44
4.2 - Par zone géographique.....	47
Note 5 - Variation du périmètre de consolidation.....	47
Note 6 - Activités cédées.....	48
Note 7 - Chiffre d'affaires.....	49
Note 8 - Charges de personnel.....	50
Note 9 - Résultat de cession d'actifs.....	50

Note 10 - Résultat financier	51
Note 11 - Impôt sur les sociétés.....	51
11.1 - Preuve d'impôt groupe	51
11.2 - Impôt au bilan	52
Note 12 - Résultat par action	53
Note 13 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées	53
Note 14 - Autres immobilisations incorporelles	54
Note 15 - Immobilisations corporelles	54
Note 16 - Autres actifs disponibles à la vente	55
Note 17 - Autres actifs financiers non courants.....	55
Note 18 - Instruments financiers dérivés – actifs non courants	55
Note 19 - Stocks nets	56
Note 20 - Créances clients.....	57
Note 21 - Autres actifs courants	57
Note 22 - Charges constatées d'avance	57
Note 23 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs.....	58
Note 24 - Capitaux propres	58
24.1 - Capital social	58
24.2 - Autres réserves	59
24.3 - Actions propres	59
24.4 - Dividendes	59
Note 25 - Dettes fournisseurs	59
Note 26 -Avantages du personnel, provisions et autres passifs	60
Note 27 -Stock options et actions gratuites.....	62

27.1 - Stock options	62
27.1.1 - Description des plans	62
27.1.2 - Description des modèles d'évaluation.....	63
27.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice.....	64
27.2 - Attribution gratuite d'actions	64
27.2.1 - Description des plans	64
27.2.2 - Description des modèles d'évaluation.....	65
27.2.3 - Juste valeur des actions attribuées gratuitement	65
27.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions	66
Note 28 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net.....	66
Note 29 - Produits constatés d'avance.....	67
Note 30 – Instruments financiers	68
30.1 - Instruments financiers inscrits au bilan.....	68
30.2 - Effet en résultat des instruments financiers	68
Note 31 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital.....	68
Note 32 - Informations sur les parties liées.....	71
32.1 - Rémunération des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration.....	71
32.2 - Transactions avec les parties liées.....	71
Note 33 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan.....	72
Note 34 - Litiges	74
Note 35 - Evènements postérieurs à la clôture	75
Note 36 - Périmètre de consolidation	76

Afin d'assurer une plus grande harmonisation, en Europe, des dispositions de droit national relatives aux obligations d'information périodique et continue incombant aux émetteurs de valeurs mobilières admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 sur l'harmonisation des obligations de transparence, prévoit la publication d'un rapport financier par ces mêmes émetteurs. Ce rapport, tel que défini par l'article 451-1-2 du code monétaire et financier, est régi par l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Les nouvelles dispositions prévues par la Directive Transparence s'appliqueront, dans tous leurs aspects, pour les exercices annuels et périodes intermédiaires débutant après le 20 janvier 2007. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette directive, PagesJaunes Groupe a décidé de l'application volontaire de ces obligations pour son arrêté annuel au 31 décembre 2007.

1. ATTESTATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

« Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes figurant au chapitre 3 du présent rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du groupe PagesJaunes.

Nous attestons également que le rapport annuel d'activité figurant au paragraphe 2 du présent rapport financier annuel présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers à savoir les événements importants survenus au cours de l'exercice 2007 et leur incidence sur les comptes consolidés, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour l'exercice 2008 et un état des principales transactions entre parties liées ».

Monsieur Jacques Garaïalde
Président du Conseil d'administration
de PagesJaunes Groupe

Monsieur Michel Datchary
Directeur Général
de PagesJaunes Groupe

2. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2007

2.1. Présentation générale

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international. Son offre est constituée d'une gamme diversifiée de produits et de services associée à cette activité, à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- **PagesJaunes en France.** Il s'agit des activités France du Groupe relatives à l'édition et à la distribution des annuaires et à la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne. Il s'agit également des activités de création et d'hébergement de sites Internet, des activités de services de renseignements par téléphone (118 008) ainsi que diverses activités comme l'édition des annuaires PagesPro et l'annuaire inversé QuiDonc. Il inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- **International & Filiales.** Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France (Espagne, Maroc et Luxembourg) et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, tels que les services géographiques de Mappy et le marketing direct de PagesJaunes Marketing Services. Ce segment comprend également la nouvelle activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr ») lancée début janvier 2007, et logée dans la société PagesJaunes Petites Annonces, ainsi que, sur le quatrième trimestre 2007, les activités de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Média et d'Horyzon Clics, dans lesquelles PagesJaunes Groupe a pris une participation le 11 octobre 2007.

Les données présentées au titre de l'exercice 2006 et de l'exercice 2007 ont été retraitées des impacts liés à la cession de Kompass France et de Kompass Belgium à Coface Services intervenue le 14 mars 2007. Les sociétés Wanadoo Data et e-sama ont fusionné le 31 mars 2006 pour constituer la société PagesJaunes Marketing Services. En outre, PagesJaunes Liban, filiale non consolidée, a été cédée fin juin 2006.

2.2. Commentaires sur les résultats annuels 2007

Groupe PagesJaunes	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Chiffre d'affaires	1 158,3	1 093,3	5,9%
Achats externes	(314,6)	(302,6)	4,0%
Autres produits d'exploitation	10,1	11,6	-12,9%
Autres charges d'exploitation	(23,9)	(23,0)	3,9%
Salaires et charges sociales	(321,0)	(295,7)	8,6%
Marge brute opérationnelle	508,9	483,6	5,2%
<i>en % du CA</i>	<i>43,9%</i>	<i>44,2%</i>	
Participation des salariés	(14,4)	(13,5)	6,4%
Rémunération en actions	(5,2)	(8,6)	-39,5%
Amortissements et dépréciations	(14,9)	(11,9)	25,2%
Résultat de cession d'actifs	14,3	(0,6)	na
Coût des restructurations	-	(0,0)	na
Résultat d'exploitation	488,7	449,0	8,8%
<i>en % du CA</i>	<i>42,2%</i>	<i>41,1%</i>	
Produits financiers	1,0	21,1	na
Charges financières	(131,1)	(13,8)	na
Résultat de cession d'actifs financiers	2,1	0,8	na
Gain (perte) de change	(0,0)	-	na
Résultat financier	(128,0)	8,1	na
Impôt sur les sociétés	(126,4)	(161,0)	-21,5%
Résultat net des activités poursuivies	234,2	296,1	-20,9%
Résultat net des activités cédées (après impôt)	34,4	0,8	na
Résultat net de l'ensemble consolidé	268,6	296,9	-9,5%
dont attribuable aux actionnaires de l'entité PagesJaunes Groupe	269,6	296,9	-9,2%
dont intérêts minoritaires	(1,0)	-	na

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève à 1 158,3 millions d'euros en 2007, en progression de 5,9% par rapport à 2006. Cette progression s'explique principalement par la croissance soutenue des activités Internet du Groupe, en hausse de 24,3% par rapport à 2006. Elle résulte également, mais dans une moindre mesure, du développement des services de renseignements par téléphone (118 008) en France, qui ne contribuaient que partiellement au chiffre d'affaires en 2006, ainsi que des nouvelles activités de petites annonces en ligne et de régie publicitaire sur Internet, suite au lancement de « annoncesjaunes.fr » début 2007 et à la prise de participation majoritaire dans les sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics, dont les résultats sont consolidés au sein du Groupe PagesJaunes depuis octobre 2007.

La marge brute opérationnelle du Groupe s'élève à 508,9 millions d'euros en 2007, en hausse de 5,2% par rapport à 2006, une augmentation ramenée à 4,3% en 2007 retraits des coûts encourus par PagesJaunes Groupe dans le cadre de sa cession par France Télécom en 2006, soit 4,1 millions d'euros.

Le taux de marge brute opérationnelle par rapport au chiffre d'affaires consolidé est en légère baisse par rapport à 2006 à 43,9%.

Deux évolutions importantes ont une incidence significative sur l'évolution de la marge brute opérationnelle entre 2006 et 2007 :

- l'amélioration sensible, en 2007, de la contribution du service de renseignements par téléphone (118 008), grâce à l'accroissement des revenus publicitaires et à la diminution des achats externes, avec une réduction notable des dépenses publicitaires par rapport à 2006, le lancement du service s'étant traduit par des investissements publicitaires importants en 2006, ainsi qu'une optimisation de sa structure de coûts.
- le lancement de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr ») qui impacte défavorablement la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales en 2007, avec notamment les premières campagnes de communication et le coût des opérations de commercialisation menées par la force de vente PagesJaunes, pour un chiffre d'affaires limité en 2007.

Le résultat d'exploitation du Groupe progresse de 8,8% par rapport à 2006 à 488,7 millions d'euros. Il inclut 14,6 millions d'euros de profit de dilution de PagesJaunes Petites Annonces, constaté lors de la prise de participation de M6 dans le capital de PagesJaunes Petites Annonces en octobre 2007, présenté en « résultat de cession d'actifs ».

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 268,6 millions d'euros en 2007, en baisse de 9,5% par rapport à 2006. La baisse du résultat net des activités poursuivies, qui s'élève à 234,2 millions d'euros contre 296,1 millions d'euros en 2006, provient des frais financiers occasionnés par le versement du dividende exceptionnel qui a nécessité la mise en place d'un financement bancaire fin novembre 2006. L'endettement net de PagesJaunes Groupe s'est élevé en moyenne à environ 1,87 milliard d'euros sur l'exercice 2007, conduisant ainsi à un résultat financier négatif de 128,0 millions d'euros. Ce résultat comprend aussi 34,4 millions d'euros de résultat net des activités cédées (Kompass France et Kompass Belgium), dont 33,0 millions d'euros de plus-value de cession consolidée.

Les développements qui suivent présentent le chiffre d'affaires, la marge brute opérationnelle, ainsi que certains soldes intermédiaires de gestion pour chacun des deux segments du Groupe consolidé, le segment PagesJaunes en France d'une part, et le segment International & Filiales d'autre part.

2.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France pour les exercices 2006 et 2007 :

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Chiffre d'affaires	1 071,8	1 013,3	5,8%
Achats externes	(270,8)	(268,9)	0,7%
Autres produits d'exploitation	12,6	10,9	15,6%
Autres charges d'exploitation	(22,6)	(21,3)	6,1%
Salaires et charges sociales	(273,4)	(254,1)	7,6%
Marge brute opérationnelle	517,6	479,9	7,9%
<i>en % du CA</i>	<i>48,3%</i>	<i>47,4%</i>	

2.2.1.1. Chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment PagesJaunes en France par ligne de produits pour les exercices 2006 et 2007 :

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Annuaire imprimés	653,0	654,1	-0,2%
PagesJaunes	528,8	527,1	0,3%
l'Annuaire	124,2	127,0	-2,2%
Services en ligne	369,3	320,8	15,1%
Internet	344,0	280,0	22,9%
Minitel	25,3	40,8	-38,0%
Services de renseignements par téléphone	28,1	14,4	na
Autres activités	21,4	24,0	-10,8%
Chiffre d'affaires	1 071,8	1 013,3	5,8%

Le chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France atteint 1 071,8 millions d'euros en 2007, en progression de 5,8% par rapport à 2006. Cette évolution résulte de la croissance du chiffre d'affaires des services en ligne, portée par le développement soutenu des activités Internet et, dans une moindre mesure, par la poursuite de la montée en puissance des activités de services de renseignements par téléphone (118 008) lancés fin 2005. Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés est quasi stable par rapport à 2006.

Globalement, la progression du chiffre d'affaires provient tout à la fois de l'augmentation du nombre d'annonceurs et de la croissance du chiffre d'affaires moyen par annonceur. Le nombre d'annonceurs progresse de 4,5% entre 2006 et 2007, avec près de 667 000 annonceurs en 2007 contre 638 000 annonceurs en 2006. Près de 120 700 nouveaux annonceurs ont été conquis en 2007 contre

115 100 en 2006. Dans ce contexte de conquête soutenue, le chiffre d'affaires moyen par annonceur est néanmoins toujours en progression à 1 581 euros contre 1 570 euros en 2006. Le chiffre d'affaires moyen des nouveaux annonceurs est en hausse de 3,4% à 601 euros contre 581 euros en 2006. Enfin, le taux de fidélité des annonceurs demeure à un niveau très élevé par rapport à l'ensemble de l'industrie, 85,6% des annonceurs 2006 ayant choisi de demeurer clients de PagesJaunes en 2007 contre 84,5% l'année précédente, et ce, malgré la forte augmentation au cours des dernières années des nouveaux clients, population sur laquelle le taux de chute est le plus élevé. Exprimé en valeur, le taux de fidélisation passe de 93,4% du chiffre d'affaires en 2006 à 93,2% en 2007.

Annuaire imprimés

Le chiffre d'affaires des annuaires imprimés, qui résulte principalement de la commercialisation d'espaces publicitaires dans l'annuaire PagesJaunes et dans l'*Annuaire* (Pages Blanches), s'élève à 653,0 millions d'euros en 2007 et est quasi stable par rapport à 2006. D'une période à l'autre, le chiffre d'affaires de l'annuaire PagesJaunes¹ progresse de 0,3% à 528,8 millions d'euros, tandis que celui de l'*Annuaire* diminue de 2,2% à 124,2 millions d'euros.

Le ralentissement de la croissance des annuaires imprimés se concentre sur l'Île-de-France et, dans une moindre mesure, sur certaines grandes villes de province, qui ont, pour la plupart, fait l'objet d'opérations de distribution plus large des annuaires imprimés au second semestre 2007 (distribution « toutes boîtes », distribution ciblée aux nouveaux emménagés et aux résidences secondaires). Ces actions de distribution, conjuguées à une reprise de l'effort publicitaire, visent à soutenir la consultation des annuaires imprimés qui demeurent des produits d'appel importants pour la plupart des nouveaux annonceurs et des supports de tout premier plan en terme de consultation. Sur l'édition 2007, plus de 80% des nouveaux annonceurs de PagesJaunes ont en effet intégré le support imprimé dans leur plan de communication, une tendance conforme à celle des années précédentes.

Le repli de certains annuaires provient essentiellement de la baisse du chiffre d'affaires moyen par annonceur, qui s'élève en moyenne à 1 073 euros en 2007 contre 1 112 euros en 2006, alors même que le nombre d'annonceurs dans les annuaires imprimés a poursuivi sa progression avec 608 600 annonceurs en 2007 contre 588 300 en 2006.

Pour l'édition 2008, PagesJaunes a décidé de mettre en œuvre une nouvelle politique tarifaire destinée à mieux prendre en compte les différences constatées dans l'utilisation des annuaires imprimés et de « pagesjaunes.fr » selon l'habitat. Cette nouvelle politique tarifaire consistera notamment à proposer des baisses de prix sensibles sur les tarifs de l'annuaire imprimé dans quelques zones ciblées qui représentaient globalement en 2007 environ 18% du chiffre d'affaires des annuaires imprimés, principalement l'Île-de-France, afin de préserver le retour sur investissement des annonceurs, tout en poursuivant une augmentation tarifaire proche de l'inflation dans la grande majorité des départements.

Services en ligne

Le chiffre d'affaires des services en ligne du segment PagesJaunes en France résulte principalement des services Internet (« pagesjaunes.fr » et sites), qui connaissent une croissance toujours très soutenue de 22,9% par rapport à 2006, avec un chiffre d'affaires de 344,0 millions d'euros.

Le lancement réussi, le 19 septembre 2007, de la nouvelle version du site « pagesjaunes.fr », avec notamment une nouvelle identité visuelle et une ergonomie améliorée, un formulaire de saisie simplifié et un nouveau dispositif technique de recherche, a permis de soutenir la croissance de l'audience du site « pagesjaunes.fr » qui a enregistré, en décembre 2007, 11,2 millions de visiteurs

¹ Les frais techniques facturés sur les annuaires imprimés étaient précédemment intégralement affectés à l'annuaire PagesJaunes. Ils sont désormais affectés aux annuaires PagesJaunes et l'*Annuaire* pour la part leur revenant. La répartition du chiffre d'affaires entre PagesJaunes et l'*Annuaire* a été retraitée en conséquence au titre de l'exercice 2006, avec un impact négatif de 1,6 million d'euros sur le chiffre d'affaires de l'annuaire PagesJaunes et positif de 1,6 million d'euros sur celui de l'*Annuaire* en 2006.

uniques, en hausse de 12,5% par rapport à décembre 2006. Cette audience, qui constitue un record à date, confère à « pagesjaunes.fr » un taux de reach de 42,2%, qui le place parmi les sites Internet les plus visités en France et le site d'annuaires le plus visité en Europe.

La mise en ligne de la nouvelle version de « pagesjaunes.fr » s'est aussi accompagnée du lancement de nouveaux produits publicitaires, notamment les produits nationaux vendus au coût pour mille (CPM) avec des durées de parution très courtes, qui a conforté la croissance du chiffre d'affaires au quatrième trimestre de l'exercice 2007.

En intégrant la baisse de 38% du chiffre d'affaires de PagesJaunes 3611 (Minitel)², qui s'est accélérée suite à la décision de France Télécom de rendre ce service payant pour les utilisateurs dès la première seconde à compter du mois de septembre 2007 (le nombre de consultations du mois de décembre 2007 est de 2,9 millions contre 7,8 millions en décembre 2006, pour un total de 70,2 millions de consultations en 2007 contre 112,1 millions en 2006), les revenus issus de l'ensemble des services en ligne ont progressé de 15,1% par rapport à 2006 à 369,3 millions d'euros. Globalement, le nombre d'annonceurs sur les services en ligne est passé de plus de 453 800 en 2006 à près de 471 200 annonceurs en 2007, soit 71% du nombre total d'annonceurs. Dans le même temps, le chiffre d'affaires moyen par annonceur a augmenté de 12,0% à 798 euros contre 713 euros en 2006.

Services de renseignements par téléphone

Le chiffre d'affaires des services de renseignements par téléphone (118 008) s'établit à 28,1 millions d'euros en 2007 contre 14,4 millions d'euros en 2006³. La croissance du chiffre d'affaires de ce service par rapport à 2006 n'est cependant pas représentative dans la mesure où la libéralisation totale du marché n'est intervenue qu'au mois d'avril 2006, et que le chiffre d'affaires de cette activité ne s'est réellement développé qu'à compter de cette date.

Ce chiffre d'affaires comprend, à parts égales, les revenus du trafic et les revenus relatifs aux insertions publicitaires, qui ont plus que doublé par rapport à 2006 avec 93 600 annonceurs en 2007 contre 68 350 annonceurs en 2006.

Autres activités

Le chiffre d'affaires des autres activités du segment PagesJaunes en France s'élève à 21,4 millions d'euros en 2007 contre 24,0 millions d'euros en 2006. Ces autres activités, qui ne représentent que 2,0% du chiffre d'affaires du segment PagesJaunes en France en 2007, concernent essentiellement les offres de PagesPro sur supports imprimés et Internet, ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc en consultation sur les supports Internet, Minitel et Audiotel.

L'évolution du chiffre d'affaires des PagesPro sur support Internet reste favorable, tandis que le chiffre d'affaires de l'annuaire inversé QuiDonc est en diminution, compte tenu de la baisse de l'audience de ce service sur Minitel.

² Le chiffre d'affaires PagesJaunes 3611 se compose du chiffre d'affaires des accès facturés aux clients, chiffre d'affaires qui est réparti entre pagesjaunes.fr et PagesJaunes 3611 au prorata de l'audience réalisée par ces deux supports.

³ Le chiffre d'affaires trafic du 118 008 est comptabilisé en brut en 2007. L'application de la même méthode en 2006 aurait conduit à une amélioration du chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros.

2.2.1.2. Achats externes du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Achats externes	(270,8)	(268,9)	0,7%
<i>en % du CA</i>	25,3%	26,5%	

Les achats externes incluent essentiellement les coûts éditoriaux (achat de papier, impression et distribution des annuaires imprimés), les coûts d'achat, de constitution et de mise à jour des bases de données, les charges d'hébergement des annuaires en ligne et de fabrication d'annonces publicitaires, les charges des centres d'appels externes, ainsi que les charges de communication et de développements informatiques.

Les achats externes du segment PagesJaunes en France s'élevaient à 270,8 millions d'euros en 2007, et sont quasi stables par rapport à 2006, tandis que le chiffre d'affaires du segment progresse sur la même période de 5,8%. Les achats externes représentent ainsi 25,3% du chiffre d'affaires en 2007 contre 26,5% en 2006.

La quasi stabilité des achats externes entre 2007 et 2006 résulte globalement de deux effets inversés : PagesJaunes a consenti des efforts d'investissement pour la relance des annuaires imprimés, tant en termes de communication que de diffusion, et pour le lancement du nouveau « pagesjaunes.fr », tant en termes de communication que d'informatique et de contenus éditoriaux. A l'inverse, PagesJaunes bénéficie en 2007 d'une réduction des dépenses associées aux services de renseignements par téléphone (118 008), avec une diminution notable des dépenses publicitaires et une optimisation de sa structure de coûts par rapport à 2006.

Les coûts éditoriaux des annuaires imprimés, composés des coûts d'achat de papier, d'impression et de distribution, s'élevaient à 103,3 millions d'euros en 2007 contre 94,7 millions d'euros en 2006⁴, avec des coûts de papier qui passent de 40,0 millions d'euros en 2006 à 45,1 millions d'euros en 2007⁴. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des volumes imprimés et distribués, liée à l'augmentation supérieure à 7% de la diffusion des annuaires imprimés, avec la volonté de viser une certaine exhaustivité de la distribution (distribution « toutes boîtes » dans 20 grandes villes, ciblage des nouveaux emménagés et des résidences secondaires), ainsi qu'à l'insertion des lignes mobiles et voix sur IP (VoIP). La signature par PagesJaunes, début 2007, de contrats pluriannuels sur le papier et la distribution, venant compléter ceux déjà mis en place sur l'impression, a cependant permis de limiter la sensibilité des coûts éditoriaux des annuaires imprimés à la hausse des prix.

Malgré la reprise de l'effort publicitaire sur les annuaires, afin de soutenir l'audience et l'usage des annuaires imprimés, PagesJaunes et *l'Annuaire*, et le lancement de la nouvelle version de « pagesjaunes.fr », les charges globales de communication sont en baisse par rapport à 2006, suite à la forte réduction des dépenses publicitaires associées au 118 008.

Les autres achats externes sont globalement en baisse, grâce à l'optimisation de la structure de coûts du 118 008, qui s'est traduite par une diminution des charges de sous-traitance des centres d'appels.

⁴ Après déduction en 2006 de 0,6 million d'euros de produit sur cession de papier et de 1,0 million d'euros d'avoirs à recevoir imprimeurs, et, en 2007, de 0,1 million d'euros de produit sur cession et de 1,1 million d'euros d'avoirs à recevoir imprimeurs. Tous ces produits sont comptabilisés en autres produits d'exploitation.

2.2.1.3. Autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits d'exploitation	12,6	10,9	15,6%

Les autres produits d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 12,6 millions d'euros en 2007 contre 10,9 millions d'euros en 2006. Les autres produits d'exploitation sont principalement constitués de la refacturation à France Télécom des coûts d'exploitation de PagesJaunes 3611 en recherche alphabétique, et d'autres produits non récurrents, dont notamment sur 2007, la refacturation des opérations commerciales réalisées pour le compte de PagesJaunes Petites Annonces.

2.2.1.4. Autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Autres charges d'exploitation	(22,6)	(21,3)	6,1%

Les autres charges d'exploitation du segment PagesJaunes en France s'élèvent à 22,6 millions d'euros en 2007 contre 21,3 millions d'euros en 2006. Ces autres charges d'exploitation sont composées des impôts et taxes, de certaines provisions pour risques et charges, et des provisions pour risques clients qui demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires pour l'édition 2007 de 0,245%, quasi stable par rapport à celui de l'édition 2006.

2.2.1.5. Salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France

PagesJaunes en France	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(273,4)	(254,1)	7,6%
<i>En % du CA</i>	<i>25,5%</i>	<i>25,1%</i>	

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France se composent des salaires et traitements, fixes et variables y compris intéressement, des charges sociales, des taxes assises sur les salaires, des provisions pour congés payés, des avantages postérieurs à l'emploi et des diverses indemnités versées aux salariés de la force de vente et des fonctions support.

Les salaires et charges sociales du segment PagesJaunes en France représentent 25,5% du chiffre d'affaires en 2007 contre 25,1% en 2006, et s'élèvent à 273,4 millions d'euros, en progression de 7,6% par rapport à 2006, tandis que sur la même période, le chiffre d'affaires progresse de 5,8%.

La rémunération de la force de vente et de son encadrement direct représente 14,3% du chiffre d'affaires soumis en 2007, hors coûts spécifiques liés aux opérations commerciales réalisées pour le compte de PagesJaunes Petites Annonces, contre 14,0% en 2006. Dans le même temps, l'effectif commercial augmente de 5,4% à 2 022 personnes fin 2007 contre 1 918 personnes fin 2006 (effectif inscrit), et ce, afin d'accélérer la conquête de nouveaux clients tant au niveau de la force de vente terrain que de la télévente. Cette rémunération de la force de vente, en grande partie variable, dépend principalement des résultats commerciaux des périodes concernées, et son évolution ne peut donc être rapprochée de celle de l'effectif commercial.

2.2.1.6. Marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France

La marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France est en progression de 7,9% par rapport à 2006 à 517,6 millions d'euros, soit un taux de marge sur chiffre d'affaires de 48,3% en 2007 contre 47,4% en 2006.

La marge brute opérationnelle du segment PagesJaunes en France bénéficie principalement en 2007 de l'amélioration sensible de la contribution des activités de renseignements par téléphone (118 008), grâce à la croissance des revenus publicitaires et à la diminution des achats externes par rapport à 2006, ainsi que de la forte augmentation de la contribution des services en ligne, résultant de la croissance des revenus des activités Internet, qui permet d'absorber les coûts d'accompagnement et de lancement de la nouvelle version de « pagesjaunes.fr ».

2.2.2. Analyse du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires et de la marge brute opérationnelle du segment International & Filiales pour les exercices 2006 et 2007 :

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Chiffre d'affaires	93,8	85,9	9,2%
Achats externes	(51,2)	(39,5)	29,6%
Autres produits d'exploitation	1,4	2,2	-36,4%
Autres charges d'exploitation	(5,1)	(3,3)	54,5%
Salaires et charges sociales	(47,6)	(41,6)	14,4%
Marge brute opérationnelle	(8,7)	3,7	na
<i>En % du CA</i>	<i>-9,3%</i>	<i>4,3%</i>	

2.2.2.1. Chiffre d'affaires du segment International & Filiales

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé du segment International & Filiales par ligne de produits pour les exercices 2006 et 2007 :

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Activité Annuaire B to C	61,8	58,4	5,8%
Activité Régie Publicitaire	1,1	-	na
Activité Petites Annonces en ligne	1,9	-	na
Activité Marketing Direct et Services Géographiques	29,0	27,5	5,5%
Chiffre d'affaires	93,8	85,9	9,2%

Le chiffre d'affaires du segment International & Filiales, hors activités cédées en mars 2007 (Kompass France et Kompass Belgium) s'élève à 93,8 millions d'euros en 2007, en progression de 9,2% par rapport à 2006. Cette croissance résulte notamment de la croissance des activités en ligne en Espagne, du lancement début 2007 de la nouvelle activité de petites annonces en ligne « annoncesjaunes.fr », et de la consolidation, depuis octobre 2007, des sociétés de régie publicitaire sur Internet Horyzon Média et Horyzon Clics.

Activité Annuaire B to C

Le chiffre d'affaires des activités annuaires B to C s'élève à 61,8 millions d'euros en 2007, en progression de 5,8% par rapport à 2006. Le chiffre d'affaires de l'activité Annuaire B to C résulte principalement de la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés et en ligne, de leur édition et de leur distribution, par les sociétés QDQ Media en Espagne, Editus au Luxembourg et Edicom au Maroc.

Le chiffre d'affaires de QDQ Media atteint 47,6 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 5,4% par rapport à 2006, tirée par la croissance de 25,2% du chiffre d'affaires des services en ligne (qdq.com), qui représentent 22,8% des revenus de QDQ Media en 2007 contre 19,2% en 2006. La stabilité des revenus imprimés de QDQ Media, à 36,5 millions d'euros, provient d'une baisse de la pression sur la conquête de nouveaux clients du fait d'un retard dans la planification et le recrutement de ressources commerciales. QDQ Media met en place une nouvelle organisation commerciale dont les effets positifs sont attendus sur l'exercice 2008. Globalement, le nombre d'annonceurs est en baisse de 5,4%, avec 77 200 annonceurs en 2007 contre 81 600 annonceurs en 2006, tandis que le chiffre d'affaires moyen par annonceur est en hausse de 9,2% à 606 euros en 2007 contre 555 euros en 2006.

Le chiffre d'affaires des autres annuaires B to C (Editus au Luxembourg et Edicom au Maroc) s'élève à 14,2 millions d'euros en 2007, soit une progression de 7,6% par rapport à 2006, grâce notamment à la croissance des activités annuaires en ligne et petites annonces au Luxembourg, et des annuaires imprimés et en ligne Télécontact au Maroc.

Activité Régie Publicitaire

PagesJaunes Groupe a pris, le 11 octobre 2007, une participation majoritaire dans le capital des sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics, régies publicitaires spécialisées sur Internet, participation portée à 66% fin décembre 2007. Cette acquisition permet à PagesJaunes Groupe de renforcer sa présence sur le marché dynamique de la publicité en ligne nationale de type affichage. En plus de la régie des sites « pagesjaunes.fr » et « annoncesjaunes.fr » qu'elle détient déjà, Horyzon Média se verra confier la régie publicitaire de « mappy.com » dès janvier 2008. L'ensemble des sites commercialisés par Horyzon Média devrait représenter un taux de reach total proche de 73%, permettant d'offrir aux annonceurs la plus importante couverture des internautes français.

Les résultats des sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics sont consolidés au sein du Groupe PagesJaunes depuis octobre 2007, avec un chiffre d'affaires réalisé au quatrième trimestre 2007 de 1,1 million d'euros⁵.

Activité Petites Annonces en ligne

PagesJaunes Petites Annonces a conquis 5 400 clients en 2007, et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,9 million d'euros, essentiellement au second semestre 2007 grâce aux 3 900 clients en portefeuille au 31 décembre 2007, dont 2 500 payants. Le site « annoncesjaunes.fr » a enregistré 831 000 visiteurs uniques au mois de décembre 2007, ce qui le positionne parmi les sites de petites annonces immobilières et automobiles en ligne les plus visités en France. Plus de 400 000 petites annonces étaient répertoriées sur « annoncesjaunes.fr » au 31 décembre 2007.

Activité Marketing Direct et Services Géographiques

Le chiffre d'affaires des activités Marketing Direct et Services Géographiques s'élève à 29,0 millions d'euros en 2007, en hausse de 5,5% par rapport à 2006. La croissance soutenue du chiffre d'affaires publicitaire réalisé par la société Mappy a fait plus que compenser le repli des revenus de PagesJaunes Marketing Services (marketing direct), qui n'a pas bénéficié sur l'ensemble de l'année 2007 du renforcement de ses moyens commerciaux réalisé au cours du 1^{er} semestre.

2.2.2.2. Achats externes du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Achats externes	(51,2)	(39,5)	29,6%
<i>En % du CA</i>	54,6%	46,0%	

Les achats externes du segment International & Filiales s'élèvent à 51,2 millions d'euros en 2007, en augmentation de 29,6% par rapport à 2006. Les achats externes représentent 54,6% du chiffre d'affaires en 2007 contre 46,0% en 2006.

Cette évolution résulte principalement des coûts de lancement et de montée en puissance de l'activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr »), avec notamment, les premières campagnes de communication et de marketing, les coûts de mise en place de l'offre commerciale et les coûts liés au recours à des prestataires externes pour certains développements techniques et informatiques.

La légère relance des dépenses de communication de QDQ Media, afin de soutenir l'audience et la notoriété de ses annuaires imprimés et de qdq.com, ainsi que la croissance de l'activité, explique également, mais dans une moindre mesure, la hausse des achats externes du segment International & Filiales entre 2006 et 2007.

⁵ Chiffre d'affaires uniquement constitué des commissions versées par les annonceurs.

2.2.2.3. Autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Autres produits et charges d'exploitation	(3,7)	(1,1)	na

Les autres produits et charges d'exploitation du segment International & Filiales représentent une charge nette de 3,7 millions d'euros en 2007 contre une charge nette de 1,1 million d'euros en 2006.

Cette évolution s'explique principalement par la prise en compte des charges liées aux opérations de commercialisation menées par PagesJaunes pour le compte de PagesJaunes Petites Annonces en 2007.

2.2.2.4. Salaires et charges sociales du segment International & Filiales

International & Filiales	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Salaires et charges sociales	(47,6)	(41,6)	14,4%
<i>En % du CA</i>	50,7%	48,4%	

Les salaires et charges sociales du segment International & Filiales s'élèvent à 47,6 millions d'euros en 2007, en hausse de 14,4% par rapport à 2006, et représentent 50,7% du chiffre d'affaires en 2007 contre 48,4 % en 2006.

Cette évolution provient notamment du renforcement à partir de 2006 des équipes commerciales, marketing et techniques de Mappy, lié à la croissance de l'activité, ainsi que de la constitution des équipes de la société PagesJaunes Petites Annonces sur le premier semestre 2007, et enfin dans une moindre mesure, de la consolidation des sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics depuis octobre 2007.

2.2.2.5. Marge brute opérationnelle du segment International & Filiales

La marge brute opérationnelle du segment International & Filiales est déficitaire de 8,7 millions d'euros en 2007 contre un bénéfice de 3,7 millions d'euros en 2006, compte tenu notamment des pertes de PagesJaunes Petites Annonces, qui supporte les coûts de lancement, de communication et de commercialisation de son site « annoncesjaunes.fr », et qui ne sont que partiellement compensés par la montée en puissance progressive de ses revenus.

En raison d'une moindre conquête d'annonceurs par rapport à 2006 et de la légère relance de ses dépenses de communication, la marge brute opérationnelle de QDQ Media est légèrement déficitaire en 2007. La réorganisation commerciale en cours et le nouveau découpage des annuaires imprimés dans certaines grandes villes espagnoles devraient permettre à QDQ Media d'enregistrer une marge

brute opérationnelle positive en 2008. Dans le même temps, la maîtrise de ses coûts éditoriaux et de ses coûts commerciaux permet à QDQ de confirmer en 2007 la poursuite de l'amélioration de sa marge brute⁶, avec une croissance de 9,6% par rapport à 2006 pour un chiffre d'affaires en hausse de 5,4%.

Les sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics, consolidées depuis octobre 2007, contribuent positivement à la marge brute opérationnelle du segment International et Filiales sur le quatrième trimestre 2007.

2.2.3. Analyse du résultat d'exploitation consolidé

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé du Groupe pour les exercices 2006 et 2007 :

Groupe PagesJaunes	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
<i>En millions d'euros</i>			
Marge brute opérationnelle	508,9	483,6	5,2%
Participation des salariés	(14,4)	(13,5)	6,4%
Rémunération en actions	(5,2)	(8,6)	-39,5%
Dotations aux amortissements	(14,9)	(11,9)	25,2%
Résultat de cession d'actifs	14,3	(0,6)	na
Coût des restructurations	-	(0,0)	na
Résultat d'exploitation	488,7	449,0	8,8%
<i>En % du CA</i>	<i>42,2%</i>	<i>41,1%</i>	

2.2.3.1. Participation des salariés et rémunération en actions

La participation des salariés du Groupe s'élève à 14,4 millions d'euros en 2007, soit une hausse de 6,4% par rapport à 2006.

La charge de rémunération en actions du Groupe s'élève à 5,2 millions d'euros en 2007 contre 8,6 millions d'euros en 2006, et résulte notamment du plan de stock options mis en place le 28 juin 2005, et des deux plans d'attribution gratuite d'actions mis en place le 30 mai 2006 et le 20 novembre 2006. Compte tenu des résultats du Groupe en 2006 et en 2007, les actions consenties en mai 2006 ne pourront être attribuées en raison de la non-atteinte des critères de performance fixés pour les exercices 2006 et 2007. La charge relative à ce premier plan et constatée dans les comptes 2006 pour un montant de 2,0 millions d'euros a donc été annulée par un produit du même montant dans les comptes 2007.

⁶ La marge brute correspond au chiffre d'affaires duquel sont déduits les coûts éditoriaux et les coûts commerciaux, en grande majorité variables.

2.2.3.2. Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements du Groupe s'élevaient à 14,9 millions d'euros en 2007, soit une augmentation supérieure à 25,0% par rapport à 2006, qui reflète la hausse des investissements réalisés sur l'exercice 2006 par le Groupe, notamment dans la cadre de la mise en place d'un nouveau système d'information éditorial chez PagesJaunes SA, et du lancement du nouveau « pagesjaunes.fr ».

2.2.3.3. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe s'élève en 2007 à 488,7 millions d'euros, soit une progression de 8,8% par rapport à 2006. Le taux de marge d'exploitation sur chiffre d'affaires s'améliore et passe de 41,1% en 2006 à 42,2% en 2007.

2.2.4. Analyse du résultat net consolidé

Le tableau suivant présente le résultat net consolidé du Groupe pour les exercices 2006 et 2007 :

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercices clos le 31 décembre		
	2007	2006	Variation 2007/2006
Résultat d'exploitation	488,7	449,0	8,8%
Produits financiers	1,0	21,1	na
Charges financières	(131,1)	(13,8)	na
Résultat de cession d'actifs financiers	2,1	0,8	na
Gain (perte) de change	(0,0)	-	na
Résultat financier	(128,0)	8,1	na
Impôt sur les sociétés	(126,4)	(161,0)	-21,5%
Résultat net des activités poursuivies	234,2	296,1	-20,9%
Résultat net des activités cédées	34,4	0,8	na
Résultat net de l'ensemble consolidé	268,6	296,9	-9,5%
dont attribuable aux actionnaires de l'entité PagesJaunes Groupe	269,6	296,9	-9,2%
dont intérêts minoritaires	(1,0)	-	na

2.2.4.1. Résultat financier

Le résultat financier du Groupe est déficitaire en 2007 de 128,0 millions d'euros contre un bénéfice net de 8,1 millions d'euros en 2006.

Le résultat financier de l'exercice 2007 est essentiellement composé de la charge d'intérêts relative à l'emprunt bancaire de 1 950 millions d'euros mis en place en novembre 2006. Cette charge, nette du résultat des couvertures de taux en place, s'élève à 116,8 millions d'euros. Le taux d'intérêt moyen de la dette s'élève ainsi sur l'exercice 2007 à 5,85%.

Le résultat financier comprend par ailleurs la variation de la valeur temps du collar conclu en novembre 2006, soit une charge nette de 5,6 millions d'euros, et l'amortissement des frais d'émission d'emprunt pour 6,2 millions d'euros.

2.2.4.2. Impôt sur les sociétés

Au titre de l'exercice 2007, le Groupe a constaté une charge d'impôt sur les sociétés de 126,4 millions d'euros, en baisse de 21,5% par rapport à l'exercice 2006, soit un taux d'imposition apparent de 35,1% en 2007 contre 35,2% en 2006.

2.2.4.3. Résultat net des activités cédées

Le résultat net des activités cédées du Groupe s'élève à 34,4 millions d'euros en 2007 contre 0,8 million d'euros en 2006.

PagesJaunes Groupe a cédé à Coface Services le 14 mars 2007 les sociétés Kompass France et Kompass Belgium. Le résultat net des activités cédées correspond en 2007 aux charges et produits nets, ainsi qu'à la plus-value de cession consolidée, d'un montant de 33,0 millions d'euros.

2.2.4.4. Résultat net

Le résultat net du Groupe s'élève à 268,6 millions d'euros en 2007 en baisse de 9,5% par rapport à 2006.

2.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissement consolidées

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices 2006 et 2007 :

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercice clos le 31 décembre 2007	Exercice clos le 31 décembre 2006
Instrument de couverture	30,0	17,5
Placements à CT >3 mois et <1 an	0,0	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71,2	55,0
Trésorerie	101,2	72,8
Emprunt bancaire	(1 950,0)	(1 950,0)
Ligne de crédit revolving	-	-
Frais d'émission d'emprunts	41,2	47,3
Dette sur instruments de couverture	(6,8)	(8,3)
Intérêts courus non échus	(6,8)	(5,6)
Découverts bancaires	(16,7)	(7,5)
Autres dettes financières	(16,1)	(15,3)
Endettement financier brut	(1 955,2)	(1 939,4)
<i>dont courant</i>	(41,5)	(28,4)
<i>dont non courant</i>	(1 913,7)	(1 911,0)
Trésorerie (endettement) net	(1 854,0)	(1 866,6)

L'endettement financier brut du Groupe consolidé s'élève à 1 955,2 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 1 939,4 millions d'euros au 31 décembre 2006, soit une hausse de 15,8 millions d'euros, liée à l'amortissement des frais d'émission d'emprunts de 6,2 millions d'euros, et à l'augmentation des découverts bancaires de 9,0 millions d'euros.

L'endettement net du Groupe consolidé s'élève à 1 854,0 millions d'euros au 31 décembre 2007 contre 1 866,6 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie du Groupe consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 :

Groupe PagesJaunes <i>En millions d'euros</i>	Exercice clos le 31 décembre 2007	Exercice clos le 31 décembre 2006
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	285,0	310,3
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	5,8	50,5
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	(274,6)	(855,6)
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,0)	(0,0)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	16,2	(494,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	55,0	549,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie fin de période	71,2	55,0

La trésorerie et équivalents de trésorerie s'élèvent au 31 décembre 2007 à 71,2 millions d'euros, ce qui correspond à une variation nette positive sur l'exercice 2007 de 16,2 millions d'euros.

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 285,0 millions d'euros contre 310,3 millions d'euros en 2006, avec principalement en 2007 :

- une marge brute opérationnelle de 508,9 millions d'euros, en hausse de 25,3 millions d'euros par rapport à 2006,
- un décaissement net de 114,7 millions d'euros au titre des intérêts financiers, contre un encaissement net de produits financiers de 9,3 millions d'euros en 2006,
- un décaissement de 121,7 millions d'euros au titre de l'impôt sur les sociétés, en baisse de 41,1 millions d'euros par rapport à 2006.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement s'élèvent à 5,8 millions d'euros contre 50,5 millions d'euros en 2006, dont en 2007 :

- 32,0 millions d'euros de produits de cession, nets de trésorerie cédée, des sociétés Kompass France et Kompass Belgium à Coface Services le 14 mars 2007,
- 10,8 millions d'euros relatifs aux acquisitions de titres de participation, nettes de trésorerie acquise, dont 10,2 millions d'euros liés à la prise de participation majoritaire dans les sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics le 11 octobre 2007, contre 2,0 millions d'euros en 2006, compte tenu du complément de prix versé dans le cadre de l'acquisition de la société e-sama,
- 16,4 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles,

contre 30,6 millions d'euros en 2006. Ces derniers incluaient l'acquisition à France Télécom de la concession d'exploitation de l'annuaire imprimé Pages Blanches pour 11,0 millions d'euros, et le rachat de la marque « *l'Annuaire* » pour 1,0 million d'euros.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement s'élèvent à 274,6 millions d'euros contre 855,6 millions d'euros en 2006, avec :

- 303,1 millions au titre des dividendes versés en 2007, contre 2 803,7 millions d'euros en 2006, qui avait notamment supporté le dividende exceptionnel, versé en novembre 2006, et financé par une augmentation des emprunts pour un montant total de 1 902 millions d'euros,
- 16,0 millions d'euros de contribution des actionnaires minoritaires, liée à l'augmentation de capital de PagesJaunes Petites Annonces en 2007,
- 34,4 millions d'euros d'augmentation de capital en 2006, due à la libération du solde du capital de ODQ Media.

2.4. Engagements hors-bilan, litiges et parties liées

Se référer aux notes 32 et 33 des comptes consolidés.

2.5. Risques et incertitudes relatifs à l'année 2008

Les principaux risques et incertitudes identifiés par la Groupe en 2007 concernent :

- l'environnement économique et la situation du marché publicitaire en France et en Espagne qui devraient conditionner la prospection commerciale de PagesJaunes et ODQ Media sur leur marché respectifs ;
- les résultats commerciaux liés à la refonte tarifaire des produits publicitaires Internet de PagesJaunes en vue d'assurer une meilleure monétisation de l'audience croissante de « pagesjaunes.fr » ;
- la réussite, tant auprès des utilisateurs que des annonceurs, de la nouvelle version de « pagesjaunes.fr », destinée à améliorer l'ergonomie du site et la pertinence des réponses ;
- l'évolution concurrentielle sur Internet, notamment en ce qui concerne les services de recherche, les services géographiques et de cartographie, ainsi que les petites annonces en ligne qui pourraient avoir un impact sur la capacité de PagesJaunes, Mappy et PagesJaunes Petites Annonces à maintenir le rythme de croissance de leurs revenus ;
- le développement du 118 008 sur le marché des renseignements par téléphone en France, qui devrait contribuer à la progression de la marge brute opérationnelle consolidée de PagesJaunes Groupe ;
- l'évolution des marchés de taux qui pourraient faire varier le résultat financier de PagesJaunes Groupe via un accroissement des intérêts de la dette (sur les 20% des emprunts bancaires ne faisant pas l'objet d'une couverture de taux) et la variation de la juste valeur des instruments de couverture utilisés par le Groupe (pour leur valeur temps).

2.6. Événements postérieurs à la clôture du 31 décembre 2007

PagesJaunes a assigné en février 2007 les sociétés Xentral (ex Prodis) et L'Annuaire Universel pour contrefaçon. PagesJaunes entend ainsi défendre ses droits face aux sociétés Xentral et L'Annuaire Universel qui, en exploitant le site d'annuaire en ligne "pagesjaunes.com" à destination d'un public français, profitent de la notoriété de la marque "PagesJaunes".

2.7. Recherche et développement

A la pointe dans son secteur, le Groupe PagesJaunes développe une activité de recherche et d'innovation performante grâce à ses équipes et à de nombreux partenariats. Ceux-ci sont constitués des meilleurs spécialistes dans leurs domaines de compétences respectifs dans le but de favoriser l'innovation et l'excellence.

3. COMPTES CONSOLIDES

Etats de synthèse

Compte de résultat consolidé

(Montants en milliers d'euros,
excepté les données relatives aux actions)

	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2007	Exercice clos le 31 décembre 2006
Chiffre d'affaires net	7	1 158 304	1 093 342
Achats externes		(314 600)	(302 607)
Autres produits opérationnels		10 125	11 622
Autres charges opérationnelles		(23 960)	(23 044)
Frais de personnel : - Salaires et charges	8	(321 014)	(295 703)
Marge Brute Opérationnelle		508 854	483 610
- Participation des salariés	8	(14 385)	(13 525)
- Rémunération en actions	8	(5 189)	(8 590)
Dotations aux amortissements	14 & 15	(14 892)	(11 917)
Résultat de cession d'actifs	9	14 277	(565)
Coût des restructurations		-	(48)
Résultat d'exploitation		488 665	448 965
Produits financiers		972	21 172
Charges financières		(131 069)	(13 841)
Résultat de cession d'actifs financiers		2 107	764
Gain (perte) de change		(10)	-
Résultat financier	10	(128 001)	8 095
Impôt sur les sociétés	11	(126 440)	(160 975)
Résultat net des activités poursuivies		234 224	296 085
Résultat net des activités cédées (après impôt)	6	34 358	809
Résultat net de l'ensemble consolidé		268 582	296 895
Attribuable aux :			
- Actionnaires de PagesJaunes Groupe		269 566	296 895
- Intérêts minoritaires		(984)	-

Résultat net par action attribuable aux actionnaires de PagesJaunes (en euros)

Résultat net par action des activités poursuivies	12		
- de base		0,84	1,06
- dilué		0,83	1,05
Résultat net par action des activités cédées			
- de base		0,12	0,00
- dilué		0,12	0,00
Résultat net par action de l'ensemble consolidé			
- de base		0,96	1,07
- dilué		0,95	1,05

Bilan consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2007	Exercice clos le 31 décembre 2006
ACTIF			
Ecart d'acquisition nets	13	125 528	107 727
Autres immobilisations incorporelles nettes	14	26 128	28 016
Immobilisations corporelles nettes	15	20 404	19 021
Actifs disponibles à la vente	16	207	169
Autres actifs financiers non courants	17	1 955	3 259
Instruments financiers dérivés	18	29 970	17 479
Impôts différés actifs	11	102	1 959
Total des actifs non courants		204 294	177 631
Stocks nets	19	5 244	6 625
Créances clients nettes	20	517 990	499 953
Autres actifs courants	21	28 023	35 324
Créances d'impôt sur les sociétés		12 699	15 774
Charges constatées d'avance	22	104 599	59 501
Autres actifs financiers courants		17	285
Trésorerie et équivalents de trésorerie	28	71 228	55 076
Total des actifs courants		739 800	672 537
TOTAL ACTIF		944 094	850 168
PASSIF			
Capital social		56 129	56 053
Prime d'émission		98 676	94 325
Réserves		(2 497 651)	(2 507 818)
Résultat net		269 566	296 895
Ecart de conversion		(36)	(19)
Actions propres		-	-
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de PagesJaunes Groupe		(2 073 316)	(2 060 565)
Intérêts minoritaires		373	-
Total capitaux propres	24	(2 072 943)	(2 060 565)
Dettes financières et dérivés non courants	29	1 913 767	1 910 990
Avantages du personnel - non courants	26	32 836	29 374
Provisions - non courantes	26	5 658	6 889
Autres passifs non courants	5	8 700	90
Impôts différés passifs	11	5 463	-
Total des passifs non courants		1 966 424	1 947 342
Découverts bancaires et autres emprunts courants	29	34 618	22 813
Intérêts courus non échus	29	6 845	5 645
Provisions - courantes	26	580	746
Dettes fournisseurs	25	109 393	116 679
Avantages du personnel - courants	22 & 26	118 324	73 507
Autres passifs courants	26	105 016	102 805
Dettes d'impôt sur les sociétés		3 431	912
Produits constatés d'avance	26	672 407	640 284
Total des passifs courants		1 050 613	963 391
TOTAL PASSIF		944 094	850 168

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Tableau de variation des capitaux propres consolidés
(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Résultat & réserves	Réserve de conversion	Actions propres	Capitaux propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2005	278 689 610	55 758	68 335	285 166	8	(2 169)	407 098	-	407 098
Résultat de l'exercice 2006				296 895			296 894		296 894
Rémunération en actions				7 071			7 071		7 071
Distribution de dividendes				(283 994)			(283 994)		(283 994)
Distribution exceptionnelle				(2 519 748)			(2 519 748)		(2 519 748)
Ecart de conversion						(27)	(27)		(27)
Variation de valeur des instruments de couverture, nette d'impôt				3 244			3 244		3 244
Levées d'options de souscription	1 477 170	295	25 990				26 285		26 285
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	100 000			443		2 169	2 612		2 612
Solde au 31 décembre 2006	280 266 780	56 053	94 325	(2 210 924)	(20)	-	(2 060 565)	-	(2 060 565)
Résultat de l'exercice 2007				269 566			269 566	(984)	268 582
Rémunération en actions				4 464			4 464	2	4 466
Distribution de dividendes				(303 071)			(303 071)	-	(303 071)
Ecart de conversion						(16)	(16)	-	(16)
Variation de valeur des instruments de couverture, nette d'impôt				11 880			11 880	-	11 880
Levées d'options de souscription	377 670	76	4 351				4 427	-	4 427
Effet de dilution lié à l'entrée de M6 au capital de PagesJaunes Petites Annonces							-	1 373	1 373
Entrée périmètre d'Horyzon Media, Horyzon Clics et ATS							-	252	252
Put minoritaires Horyzon Media et Horyzon Clics							-	(271)	(271)
Solde au 31 décembre 2007	280 644 450	56 129	98 676	(2 228 085)	(36)	-	(2 073 316)	373	(2 072 943)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2007	Exercice clos le 31 décembre 2006
Résultat net consolidé part du Groupe		269 566	296 895
Amortissements des immobilisations	14 & 15	14 892	12 639
+ ou - values sur cessions d'actifs		(47 277)	558
Variation des provisions	24 & 26	2 960	2 887
Charge d'impôt de l'exercice	11	126 198	161 655
Produits et charges d'intérêts	10	126 188	(4 061)
Intérêts minoritaires		(984)	-
Ecart de change non réalisé		11	10
Instruments de couverture	19	1 770	(4 206)
Rémunération en actions		4 466	7 071
Variation du besoin en fonds de roulement		23 554	(9 669)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		952	15 186
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(115 636)	(5 864)
Impôts versés	11	(121 698)	(162 752)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		284 962	310 349
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	14 & 15	(16 433)	(30 585)
Variation des fournisseurs d'immobilisations		(1 448)	1 405
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		39	119
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise	5	(10 760)	(2 043)
Produits de cessions d'actifs financiers, nets de trésorerie cédée	6	32 044	45
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs financiers	28	2 394	81 578
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		5 836	50 519
Augmentation (diminution) des emprunts non courants	28	(1 873)	1 901 981
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts courants	28	9 892	9 578
Mouvements sur actions propres		-	2 208
Augmentation de capital	25	4 427	34 385
Contribution des actionnaires minoritaires	9	16 000	-
Dividendes versés	25	(303 071)	(2 803 742)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(274 625)	(855 590)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(22)	(29)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		16 152	(494 751)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		55 076	549 827
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	28	71 228	55 076

Note 1 - Description de l'activité

Le Groupe PagesJaunes offre depuis près de soixante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international sur les supports imprimés et en ligne.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe PagesJaunes s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leurs annexes est l'euro.

PagesJaunes Groupe est cotée sur Euronext Paris (PAJ) – compartiment A.

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe du 14 février 2008.

Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des informations financières 2007

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2007 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS et présentés avec en comparatif l'exercice 2006 établis selon le même référentiel.

Les principes retenus pour l'établissement de ces informations financières sont décrits en note 3. Ils résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2007 ;
- des normes et interprétations IFRS d'application obligatoire postérieurement à 2007 pour lesquelles le Groupe a décidé d'une application anticipée ;
- de positions comptables retenues par le Groupe, sur lesquelles des travaux sont en cours à l'IASB (IFRIC) ou au CNC, telles que rappelées en note 3 ;
- des options retenues et des exemptions utilisées.

Pour préparer les états financiers, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernées les immobilisations incorporelles, la rémunération en actions, l'évaluation des passifs liés aux retraites et les options de vente accordées aux minoritaires. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Note 3 - Principes comptables et changements d'estimation

3.1 - Principes comptables

Cette note décrit les principes comptables appliqués pour l'arrêté du 31 décembre 2007 conformément aux dispositions des normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2007.

Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

3.1.1 - Application de normes, d'interprétations, d'amendements de normes et d'interprétations

De nouveaux textes ou amendements sont entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2007 et par lesquels le Groupe est concerné :

- La norme IFRS 7 « Instruments financiers : information à fournir », d'application obligatoire pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2007 ;
- L'amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers – information sur le capital », d'application obligatoire pour les exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2007.

Les autres interprétations applicables de manière obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2007 n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes du Groupe

D'autres normes, interprétations, amendements de normes et interprétations, adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2007, sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts postérieurement au 31 décembre 2007. Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée de ces textes.

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs.

3.1.2 - Positions comptables retenues par le Groupe, en vertu des paragraphes 10 à 12 de l'IAS 8

Les positions comptables présentées ci-dessous ne font pas l'objet de dispositions particulières dans les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne ou leur interprétation.

Engagement d'acquisition d'intérêts minoritaires :

Dans le cadre de l'acquisition, fin 2007, de 66% des titres des sociétés portant les activités de régie publicitaire (sociétés Horyzon Média et Horyzon Clics), des options d'achat et de vente ont été respectivement consenties pour le solde de 34% des titres de ces filiales consolidées par intégration globale. Elles sont exerçables par les deux parties en 2011. Le prix d'exercice de ces options est établi selon une formule de calcul prédéfinie basée sur le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation de l'exercice 2010.

Conformément aux différents textes en vigueur au 31 décembre 2007, le traitement comptable retenu par le Groupe est le suivant :

- conformément aux dispositions prévues par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation », le Groupe enregistre une dette financière au titre des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des entités concernées ;
- la dette est comptabilisée, en « Autres passifs non courants », pour la valeur actuelle du prix d'exercice prévisionnel lors de l'initialisation de l'opération, puis lors des arrêtés ultérieurs, sur la base de la juste valeur des actions potentiellement achetées ;
- la contrepartie de cette dette est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en écart d'acquisition ;
- la variation ultérieure de la valeur de l'engagement est comptabilisée par ajustement du montant de l'écart d'acquisition, hors effet de désactualisation de la dette qui est comptabilisé en charges financières ;

La part du résultat net attribuable aux actionnaires de PagesJaunes Groupe demeure calculée sur la base du pourcentage de détention dans les entités, sans tenir compte du pourcentage d'intérêt attaché aux ventes d'options de vente.

Variations de pourcentage d'intérêt

Les normes IFRS n'apportant pas de précisions sur le traitement comptable lors de l'apport par des actionnaires minoritaires de leurs intérêts dans une entité consolidée du Groupe en échange de titres d'une autre entité consolidée du Groupe, ni sur le traitement comptable de la diminution de pourcentage d'intérêt qui en résulte, le Groupe a retenu le traitement comptable suivant : l'augmentation de pourcentage d'intérêt est assimilée à une acquisition d'intérêts minoritaires ; la diminution de pourcentage d'intérêt est assimilée à une cession dont le résultat est enregistré en compte de résultat sous la rubrique « résultat de cession d'actifs » lorsqu'il est réalisé.

Plan de participation du Management :

Sèvres I, Sèvres II, Sèvres III, qui, ensemble, contrôlaient 100% du capital de Médiannuaire Holding, actionnaire majoritaire indirect de PagesJaunes Groupe, ont proposé à un certain nombre de managers du Groupe de prendre une participation minoritaire, sous la forme de 212 591 actions ordinaires, au capital de Médiannuaire Holding (soit 0,55% du capital de la Société). Cette prise de participation, qui a été réalisée fin décembre 2006, s'est faite sur la base du prix proposé par Médiannuaire Holding dans le cadre de la garantie de cours portant sur les titres PagesJaunes Groupe et qui a été finalisée le 1^{er} décembre 2006.

Le capital de Médiannuaire Holding se répartit entre actions ordinaires et actions de préférence, le droit pour chaque classe d'actions à l'accroissement de valeur des capitaux propres étant variable en fonction du taux de rentabilité interne constaté par les actionnaires de Médiannuaire Holding sur leur investissement pendant leur période de détention. Par ailleurs, chaque manager a conclu avec les actionnaires de Médiannuaire Holding un engagement réciproque d'achat et de vente, qui devient exerçable, par l'une ou l'autre des parties, dès lors que ce manager quitte le Groupe PagesJaunes. Le prix par action auquel ces engagements réciproques d'achat et de vente seraient mis en œuvre varie notamment en fonction du cours de bourse de l'action de PagesJaunes Groupe, de la durée de présence des managers à compter du 21 décembre 2006, et de l'atteinte de certaines conditions de performance. Au 31 décembre 2007, l'application de ces critères conduirait, dans l'hypothèse où ces options croisées seraient exercées à cette date par l'une ou l'autre des parties, au rachat à une valeur nulle des actions acquises par les managers.

Une évaluation sur le modèle Monte Carlo, réalisée par un expert indépendant, a permis de conclure que, compte tenu de la valeur actualisée et probabilisée de l'ensemble des scénarii de durée de détention et de valeur de sortie prévisibles, et des droits à l'accroissement de valeur des capitaux propres qui leur sont attribués, le prix d'acquisition de ces actions ordinaires correspondait bien à leur juste valeur à la date d'acquisition. Dans ce cadre, aucun avantage particulier n'a été consenti aux managers concernés, par Sèvres I, Sèvres II et Sèvres III, au sens de la norme IFRS 2. Les principales hypothèses retenues dans cette évaluation étaient les suivantes : une volatilité de 18% correspondant à la moyenne des volatilités constatées sur la société (calculée avant les rumeurs de cession par France Télécom de sa participation) ainsi que sur un échantillon de valeurs comparables ; une date de sortie fondée sur des probabilités centrées sur les années 4 et 5 correspondant aux durées de détention moyennes constatées sur les opérations de LBO.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Le Groupe a maintenu en IFRS le traitement retenu en normes françaises du droit individuel à la formation (Avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du comité d'urgence du CNC relatif à la « comptabilisation du droit individuel à la formation – DIF ») à savoir :

- les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucun provisionnement ;
- le volume d'heures à la clôture de l'exercice, de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes de la part des salariés, est mentionné dans les annexes.

3.2 - Consolidation

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20% et 50%) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées comme détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 - Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle (MBO) correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunération en actions, y compris les charges sociales éventuelles y afférentes ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

3.5 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités du Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante, en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne et sur les services de renseignements téléphoniques sont étalés sur la durée d'affichage, qui est généralement de 12 mois.
- Les produits issus du trafic relatif aux services de renseignements téléphoniques (118 008 en France et 118 75 en Espagne) sont comptabilisés pour leur montant brut lorsque la prestation est rendue.
- Les charges directement affectables aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que les coûts éditoriaux dont la redevance éditoriale.

Par ailleurs, conformément à SIC 31 « Opérations de troc portant sur des services de publicité », les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services pour des prestations semblables, même lorsque celles-ci sont rendues sur des périodes différentes.

3.6 - Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 - Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période (options non encore exercées, actions gratuites, ...). Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 - Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts d'acquisition, ces UGT peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une UGT est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune des sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,

- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans, puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 - Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de tests de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 - Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant aux entités du Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par les entités du Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus

élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité. Celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

3.12 - Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

3.12.1 - Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances, et que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt

effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et équivalents de trésorerie sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

3.12.2 - Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le TIE est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier.

Passifs de transaction

Les passifs de transaction sont évalués à leur juste valeur.

3.12.3 - Evaluation et comptabilisation des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est toujours enregistrée en contrepartie du compte de résultat.

Instruments de couverture

Conformément à IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou passif comptabilisé, ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif, qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change, et qui affecterait le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple une vente ou un achat attendu) et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, et tant qu'elle perdure, c'est à dire si au début de la couverture et pendant toute sa durée, l'entreprise peut s'attendre à ce que les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'élément couvert soient presque intégralement compensées par les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie de l'instrument de couverture, et si les résultats réels se situent dans un intervalle compris entre 80 et 125 pour cent.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat, où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture, dans la limite de leur efficacité ;
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres, la variation de juste de valeur de la partie couverte de l'élément couvert n'étant pas enregistrée au bilan. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée quant à elle en résultat. Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

3.13 - Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 - Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que, pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement, un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire permettant d'effectuer la compensation sur l'impôt exigible futur. Les éventuelles compensations sont traitées par groupe fiscal dépendant d'une seule autorité fiscale.

Les impôts différés relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 - Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le Groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

3.16 - Engagements de retraites et avantages similaires

3.16.1 - Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi sont traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 26).

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

3.16.2 - Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par le Groupe consistent principalement en médailles du travail évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

3.16.3 - Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent.

3.17 - Rémunération en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'actions et les attributions gratuites d'actions accordées aux salariés du groupe sont évaluées à leur date d'octroi.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel (rubrique « Rémunération en actions ») linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en actions et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie. Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

La juste valeur d'une action attribuée gratuitement correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition. Cette charge est constatée de manière linéaire sur la période d'acquisition et, le cas échéant, ajustée de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international, offrant une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels. Les produits financiers, charges financières, gains/pertes de change et impôt courant ne font pas l'objet d'une affectation sectorielle. De même, les postes du bilan y afférents (disponibilités, dettes financières et dette d'impôt) ne sont pas affectés par secteur. Par convention, les impôts différés ne sont pas non plus affectés par secteur.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- PagesJaunes en France. Il s'agit des activités en France relatives à l'édition des annuaires, leur distribution, la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne, les activités de création et d'hébergement de sites Internet, les services de renseignements téléphoniques 118 008 ainsi que l'édition des annuaires PagesPro, la vente d'accès à la requête et l'annuaire inversé QuiDonc. Ce segment inclut également les activités de holding logées dans PagesJaunes Groupe.
- International & Filiales. Il s'agit des activités des différentes filiales du Groupe, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France (Espagne, Maroc et Luxembourg) et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires, tels que les services géographiques de Mappy et le marketing direct de PagesJaunes Marketing Services. Ce segment comprend également la nouvelle activité de petites annonces en ligne (« annoncesjaunes.fr ») lancée début janvier 2007, et logée dans la société PagesJaunes Petites Annonces, ainsi que, sur le quatrième trimestre 2007, les activités de régie publicitaire sur Internet d'Horyzon Media et d'Horyzon Clics, dans lesquelles PagesJaunes Groupe a pris une participation de 66% le 11 octobre 2007.

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour les périodes closes aux 31 décembre 2007 et 2006 :

Analyse par secteurs d'activité
Compte de résultat
Exercice clos le 31 décembre 2007
Exercice clos le 31 décembre 2006

<i>Montants en milliers d'euros</i>	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe
Chiffre d'affaires net	1 071 830	93 825	(7 351)	1 158 304	1 013 293	85 868	(5 819)	1 093 342
- Externe	1 071 533	86 771	-	1 158 304	1 013 245	80 097	-	1 093 342
- Inter secteurs	297	7 054	(7 351)	-	48	5 771	(5 819)	-
Achats externes	(270 753)	(51 198)	7 351	(314 600)	(268 935)	(39 491)	5 819	(302 607)
Autres produits opérationnels	12 613	1 417	(3 905)	10 125	10 939	2 212	(1 529)	11 622
Autres charges opérationnelles	(22 708)	(5 158)	3 905	(23 961)	(21 277)	(3 296)	1 529	(23 044)
Salaires et charges	(273 383)	(47 631)	-	(321 014)	(254 112)	(41 591)	-	(295 703)
Marge Brute Opérationnelle	517 599	(8 745)	-	508 854	479 908	3 702	-	483 610
Participation des salariés				(14 385)				(13 525)
Rémunération en actions				(5 189)				(8 590)
Dotation aux amortissements	(11 916)	(2 976)	-	(14 892)	(8 791)	(3 126)	-	(11 917)
Résultat sur cession d'actifs				14 277				(565)
Coût des restructurations				-				(48)
Résultat d'exploitation				488 665				448 965
Produits financiers				972				21 172
Charges financières				(131 069)				(13 841)
Résultat de cession d'actifs financiers				2 107				764
Gain (perte) de change				(10)				-
Impôt sur les sociétés				(126 440)				(160 975)
Résultat net des activités poursuivies				234 224				296 086
Résultat net des activités cédées				34 358				809
Résultat net de l'ensemble consolidé				268 582				296 895
Attribuable aux :								
- Actionnaires de l'entité PagesJaunes Groupe				269 566				296 895
- Intérêts minoritaires				(984)				-
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11 871	4 562	-	16 433	26 312	4 273	-	30 585

Analyse par secteurs d'activité
Bilan

Exercice clos le 31 décembre 2007

Exercice clos le 31 décembre 2006

Montants en milliers d'euros	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Groupe
Ecarts d'acquisition nets	-	125 528	-	125 528	-	107 727	-	107 727
Autres immobilisations incorporelles nettes	20 994	5 134	-	26 128	22 586	5 430	-	28 016
Immobilisations corporelles nettes	14 713	5 691	-	20 404	13 553	5 468	-	19 021
Actifs non sectoriels non courants				32 234				22 867
Actifs non courants				204 294				177 631
Stocks nets	4 353	891	-	5 244	5 944	681	-	6 625
Créances clients nettes	472 006	49 323	(3 339)	517 990	450 661	53 305	(4 013)	499 953
Autres actifs courants	23 555	4 480	(12)	28 023	30 405	4 919	-	35 324
Charges constatées d'avance	96 594	8 029	(24)	104 599	43 209	16 319	(27)	59 501
Actifs non sectoriels courants				83 944				71 135
Actifs courants				739 800				672 537
Total Actif				944 094				850 168
- dont actifs sectoriels	632 215	199 076	(3 375)	827 916	566 358	193 849	(4 040)	756 167
- dont actifs non sectoriels				116 178				94 001
Capitaux propres				(2 073 316)				(2 060 565)
Intérêts minoritaires				373				-
Avantages du personnel - non courants	32 627	209	-	32 836	28 354	1 020	-	29 374
Provisions - non courantes	5 647	11	-	5 658	6 709	180	-	6 889
Autres passifs non courants	8 700	-	-	8 700	-	90	-	90
Passif non sectoriel non courant				1 919 230				1 910 990
Passifs non courants				1 966 424				1 947 342
Provisions - courantes	-	580	-	580	-	746	-	746
Dettes fournisseurs	89 382	23 350	(3 339)	109 393	102 392	18 300	(4 013)	116 679
Avantages du personnel - courants	110 963	7 361	-	118 324	62 577	10 930	-	73 507
Autres passifs courants	98 166	6 862	(12)	105 016	93 254	9 551	-	102 805
Produits constatés d'avance	649 129	23 302	(24)	672 407	600 176	40 135	(27)	640 284
Passif non sectoriel courant				44 893				29 370
Passifs courants				1 050 613				963 391
Total Passif				944 094				850 168
- dont passifs sectoriels	994 614	61 675	(3 375)	1 052 914	893 461	80 952	(4 040)	970 373
- dont passifs non sectoriels				(108 820)				(120 205)

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Chiffre d'affaires contributif	1 158 304	1 093 342
- France	1 096 534	1 034 930
- Autres	61 770	58 412
Actifs	944 094	850 168
- France	696 334	622 637
- Autres	131 583	133 530
- Non affecté	116 177	94 001
Investissements corporels & incorporels	16 433	30 585
- France	13 640	29 479
- Autres	2 793	1 106

Note 5 - Variation du périmètre de consolidation

Les principales opérations intervenues au cours des exercices 2007 et 2006 sont les suivantes :

- **2007**

Le 14 mars 2007, PagesJaunes Groupe a cédé 100% des titres des sociétés Kompass France et Kompass Belgium à Coface Services. Conformément aux normes comptables internationales (norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées »), le chiffre d'affaires et les charges des activités Kompass, jusqu'à la sortie effective du périmètre de consolidation du Groupe, sont traités séparément des activités poursuivies, sur une ligne « Résultat net des activités cédées » présentée au bas du compte de résultat consolidé. Conformément aux IFRS, ce format de présentation au compte de résultat est retenu à la fois pour les données financières de l'exercice en cours, et pour les données de l'exercice antérieur présentées à titre de comparatif. En outre, les données présentées s'entendent hors élimination des flux existant entre les sociétés Kompass France et Kompass Belgium d'une part et l'ensemble des autres sociétés du Groupe PagesJaunes d'autre part. Ces deux sociétés faisaient partie du segment « International & Filiales ».

Le 27 juillet 2007, PagesJaunes Groupe et le Groupe M6 ont noué un partenariat stratégique dans les petites annonces sur Internet, aux termes duquel le Groupe M6 a pris le 17 octobre une participation de 34% dans le capital de PagesJaunes Petites Annonces, filiale de PagesJaunes Groupe, par augmentation de capital pour un montant de 16 millions d'euros.

Le 11 octobre 2007, PagesJaunes Groupe a acquis 55% des actions et droits de vote de la société Horyzon Media et 66% des parts et droits de vote de la société Horyzon Clics. Le 24 décembre 2007, une acquisition complémentaire de 11% des actions et droits de vote de la société Horyzon Media a été réalisée. L'ensemble de ces titres a été acquis en numéraire pour un prix de 10,7 millions d'euros dont 0,2 million d'euros de frais et honoraires.

Par ailleurs, des options d'achat et de vente ont été respectivement consenties pour le solde de 34%

des titres. Elles sont exerçables par les deux parties en 2011. La comptabilisation de ces options a généré une dette de 8,6 millions d'euros enregistrée en « Autres passifs non courants » et un écart d'acquisition complémentaire de même montant.

Le 17 octobre 2007, PagesJaunes Petites Annonces, filiale PagesJaunes Groupe, a acquis 100% des actions et droits de vote de la société « A Ton Service » pour 0,5 million d'euros.

- **2006**

Les sociétés Wanadoo Data et e-Sama ont fusionné le 31 mars 2006, pour donner naissance à PagesJaunes Marketing Services. Cette opération de restructuration interne n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés. Comme prévu, un complément de prix de 1,9 million d'euros a été versé en avril 2006 pour clore l'acquisition de 100% des titres e-sama initiée en février 2005.

La société PagesJaunes Petites Annonces (anciennement Cristallerie 1), qui héberge la nouvelle activité de petites annonces en ligne, est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2006. Cette société n'avait pas d'activité en 2005.

Note 6 - Activités cédées

PagesJaunes Groupe a cédé 100% des titres des sociétés Kompass France et Kompass Belgium le 14 mars 2007 (cf. note 5). Les activités Kompass sont présentées dans les états financiers comme des activités cédées. Les charges et produits nets ainsi que les résultats de cession après impôt sont présentés en « résultat net des activités cédées ».

Les principaux agrégats composant le résultat net des activités cédées sur les périodes présentées sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007 (1)	31 décembre 2006
Chiffre d'affaires	7 017	31 392
Charges d'exploitation	(5 656)	(28 681)
Marge brute opérationnelle	1 361	2 711
Résultat d'exploitation	1 015	1 317
Résultat financier	31	172
Impôt sur les sociétés	(273)	(680)
Résultat net des activités Kompass	1 013	809
Plus-value de cession avant impôt (2)	32 830	-
Impôt sur résultat de cession (3)	515	-
Plus-value de cession après impôt (2)	33 345	-
Résultat net des activités cédées	34 358	809

(1) correspond aux flux générés par les activités Kompass jusqu'à la date de cession

(2) plus value nette des frais de cession d'un montant de 0,2 million d'euros et du solde d'impôt différé actif à la date de cession, constaté sur les pertes des exercices antérieurs, d'un montant de 2,2 millions d'euros nette

(3) correspond à l'économie d'impôt relative à la moins-value à court terme du résultat de cession ((1,3) million d'euros) et aux frais de cession (0,2 million d'euros)

Les flux nets de trésorerie relatifs aux activités Kompass sur les périodes présentées sont les suivants :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007 (1)	31 décembre 2006
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	1 728	2 764
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(247)	(451)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	55	(150)

(1) correspond aux flux générés par les activités Kompass jusqu'à la date de cession.

L'impact net de la cession des activités Kompass sur la trésorerie, net de trésorerie cédée, s'élève à 32,0 millions d'euros.

Note 7 - Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
PagesJaunes en France		
Annuaire imprimés	653 003	654 144
PagesJaunes	528 795	527 187
<i>L'Annuaire</i>	124 208	126 957
Services en ligne	369 285	320 727
Internet	344 025	279 964
Minitel	25 260	40 763
Services de renseignements téléphoniques	28 067	14 410
Autres activités	21 475	24 012
Total segment PagesJaunes en France	1 071 830	1 013 293
International & Filiales		
Activités Annuaire B to C	61 779	58 348
Activités Kompass	-	-
Régie publicitaire Internet	1 148	-
Petites Annonces en ligne	1 891	-
Activités Marketing Direct et Services	29 007	27 520
Géographiques		
Total segment International & Filiales	93 825	85 868
Inter-segments	(7 351)	(5 819)
TOTAL	1 158 304	1 093 342

Note 8 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 640	4 443
Salaires et charges	(321 014)	(295 703)
dont : - Traitements et salaires	(230 581)	(211 957)
- Charges sociales	(82 171)	(75 969)
- Production immobilisée	0	-
- Taxes sur les salaires et autres	(8 262)	(7 777)
Rémunération en actions	(5 189)	(8 590)
dont : - Stocks options et actions gratuites (1)	(4 367)	(6 625)
- Charges sociales sur levées et attributions de stock options	(822)	(1 965)
Participation des salariés	(14 385)	(13 525)
Total frais de personnel	(340 588)	(317 818)

(1) cf. note 27

Note 9 - Résultat de cession d'actifs

Le 27 juillet 2007, PagesJaunes Groupe et le Groupe M6 ont noué un partenariat stratégique dans les petites annonces sur Internet, aux termes duquel le Groupe M6 a pris le 17 octobre une participation de 34% dans le capital de PagesJaunes Petites Annonces, filiale de PagesJaunes Groupe, par augmentation de capital pour un montant de 16 millions d'euros.

Cette opération a généré un profit de dilution de 14,6 millions d'euros en 2007, constaté dans la rubrique « Résultat de cession d'actifs ».

Note 10 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	438	16 389
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	-	4 206
Dividendes reçus	534	577
Produits financiers	972	21 172
Intérêts sur dettes financières	(120 749)	(11 719)
Encaissements sur instruments de couverture	3 861	-
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	(5 628)	-
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(6 151)	(613)
Coût d'actualisation (1)	(2 402)	(1 509)
Charges financières	(131 069)	(13 841)
Résultat de cession d'actifs financiers	2 107	764
Gain (perte) de change	(10)	-
Résultat financier	(128 001)	8 095

(1) Le coût d'actualisation correspond principalement, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite (cf. note 26).

Note 11 - Impôt sur les sociétés

11.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Résultat avant impôt	360 664	457 060
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(124 177)	(157 366)
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Sociétés en pertes non intégrées fiscalement	(6 115)	(776)
Impôt sur les réserves de plus-value à long terme	-	-
Distribution de la réserve spéciale des plus-value long terme	-	-
Rémunération en actions	(1 504)	(2 281)
Filiales étrangères	191	(31)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	(1)	(668)
Profit de dilution lié à l'entrée de M6 au capital de PagesJaunes	5 036	-
Petites Annonces	-	-
Autres produits et charges non taxables	129	147
Impôt effectif	(126 440)	(160 975)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(127 806)</i>	<i>(137 040)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>1 366</i>	<i>(23 935)</i>

11.2 - Impôt au bilan

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Indemnités de départ en retraite	9 233	8 321
Participation des salariés	4 960	4 663
Immobilisations	-	2 934
Provisions non déductibles	1 818	2 284
Reportes déficitaires et ARD	-	1 743
Autres différences	709	1 745
Sous-total impôts différés actifs	16 720	21 690
Instrument de couverture	(7 258)	(3 433)
Frais d'émission d'emprunts	(14 823)	(16 298)
Sous-total impôts différés passifs	(22 081)	(19 731)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	(5 361)	1 959
<i>Impôts différés à l'actif</i>	<i>102</i>	<i>1 959</i>
<i>Impôts différés au passif</i>	<i>(5 463)</i>	<i>-</i>

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan, cette société ayant enregistré un résultat net déficitaire en 2007. Le montant de l'impôt différé non comptabilisé est estimé à 56,8 millions d'euros au 31 décembre 2007.

PagesJaunes Groupe a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes Groupe, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1^{er} janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

La position des impôts différés au bilan passe d'un impôt différé actif de 2,0 millions d'euros au 31 décembre 2006 à un impôt différé passif de 5,4 millions d'euros au 31 décembre 2007.

La dette au bilan correspond à l'impôt courant. L'impôt décaissé au cours de l'exercice 2007 est de 121,7 millions d'euros (162,8 millions d'euros en 2006).

Note 12 - Résultat par action

En 2007, le résultat net s'élève à 268,6 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 280,6 millions. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 0,96 euro et à 0,95 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2007, de 3,4 millions d'options de souscription d'actions ainsi que de 0,8 million d'actions qui pourraient être attribuées gratuitement en 2008 et 2009 sous réserve de l'atteinte des conditions de performance. Le résultat net par action des activités poursuivies s'élève à 0,84 euro (0,83 euro en dilué) et le résultat net par action des activités cédées s'élève à 0,12 euro (0,12 euro en dilué).

En 2006, le résultat net s'élève à 296,9 millions d'euros. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est de 278,6 millions. Le résultat net par action de l'ensemble consolidé s'élève donc à 1,07 euro et à 1,05 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'existence, en moyenne sur l'exercice 2006, de 3,7 millions d'options de souscription d'actions ainsi que de 0,2 million d'actions qui pourraient être attribuées gratuitement en 2008 et 2009 sous réserve de l'atteinte des conditions de performance.

Note 13 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les principaux écarts d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006
	Autres mouvements	Acquisitions/ Cessions	Solde fin d'exercice	Solde fin d'exercice
QDO Media	-	-	68 882	68 882
Mappy	-	-	7 400	7 400
PagesJaunes Marketing Services	-	-	13 278	13 278
Eurodirectory	-	-	12 109	12 109
Edicom	-	-	4 796	4 796
Kompass Belgium	-	(1 262)	-	1 262
A Ton Service	-	421	421	-
Horyzon Média et Clics	(271)	18 913	18 642	-
Total	(271)	18 072	125 528	107 727

La valeur des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 1,5% et 2,5% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 8,5% et 12% selon les unités génératrices de trésorerie (8,7% et 12% en 2006). Par ailleurs, la contrepartie de la dette issue des engagements d'acquisition d'intérêts minoritaires est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et, pour le solde, en écart d'acquisition (cf. note 3.1.2).

Note 14 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Logiciels et Applications support	49 970	(33 440)	16 530	44 521	(28 402)	16 119
Concession <i>l'Annuaire</i>	11 000	(5 500)	5 500	11 000	(2 750)	8 250
Autres immobilisations incorporelles	5 885	(1 787)	4 098	8 357	(4 710)	3 647
Total	66 855	(40 727)	26 128	63 878	(35 862)	28 016

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2007 et 2006.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles, s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Solde en début d'exercice	28 016	11 511
Acquisitions	3 744	16 121
Immobilisations générées en interne (1)	3 869	7 205
Effet des variations de périmètre (2)	(326)	-
Ecart de conversion	(1)	(1)
Reclassements	1	(65)
Cessions	(335)	(120)
Dotations aux amortissements	(8 840)	(6 635)
Solde en fin d'exercice	26 128	28 016

(1) concerne l'ensemble des frais de développements activés.

(2) concerne l'entrée en 2007 dans le périmètre de consolidation de A Ton Service, et Horyzon Media et la sortie de Kompass France et Kompass Belgique.

Note 15 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007			31 décembre 2006		
	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Terrains et constructions	1 530	(191)	1 339	2 855	(980)	1 875
Informatique et terminaux	37 475	(29 418)	8 057	40 577	(32 582)	7 995
Autres	27 579	(16 571)	11 008	22 512	(13 360)	9 152
Total	66 584	(46 180)	20 404	65 943	(46 922)	19 021

Aucune perte de valeur significative n'a été constatée aux 31 décembre 2007 et 2006.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Solde en début d'exercice	19 021	17 995
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8 820	7 260
Effet des variations de périmètre (1)	(1 294)	-
Ecart de conversion	(2)	(3)
Reclassements	(35)	65
Cessions et mises au rebut	(54)	(291)
Dotations aux amortissements	(6 052)	(6 004)
Solde en fin d'exercice	20 404	19 021

(1) concerne l'entrée en 2007 dans le périmètre de consolidation de Horyzon Media et Horyzon Clics et la sortie de Kompass France et Kompass Belgique.

Note 16 - Autres actifs disponibles à la vente

Cette rubrique inclut les titres de participation classés en actifs disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

Note 17 - Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts et cautionnements.

Note 18 - Instruments financiers dérivés – actifs non courants

PagesJaunes Groupe utilise des instruments financiers dérivés dans le cadre de la gestion du risque de taux associé à la dette à taux variable que la Société a mise en place en octobre 2006 et tirée en novembre 2006 afin de financer le dividende exceptionnel versé le 24 novembre 2006. PagesJaunes Groupe a mis en œuvre les procédures et la documentation nécessaires pour justifier la mise en œuvre d'une comptabilisation de couverture au sens de l'IAS 39.

Description des instruments financiers dérivés

Le 30 novembre 2006, PagesJaunes Groupe a conclu avec plusieurs établissements financiers :

- un contrat de swap de taux d'intérêt, d'un montant nominal de 380 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Dans le cadre de cette opération, PagesJaunes Groupe est receveur du taux variable, soit Euribor, et payeur du taux fixe, soit 3,7830%,
- un collar, constitué de la combinaison synthétique d'un achat de cap et d'une vente de floor, pour un montant nominal de 1 140 millions d'euros, commençant le 13 décembre 2006 pour se terminer le 13 décembre 2011. Le tunnel constitué par ce collar prévoit un taux d'intérêt minimum de 3,0% et un taux d'intérêt maximum de 4,0%. La prime annuelle sur ce collar, payable à terme échu, est d'un montant de 1,9 million d'euros.

Ces opérations viennent en couverture des flux de trésorerie relatifs à la dette senior à taux variable tirée par PagesJaunes Groupe en novembre 2006 (cf. note 28). Les tests d'efficacité prospectifs mis en œuvre par PagesJaunes Groupe lors de l'initiation de ces opérations ainsi que les tests rétrospectifs réalisés aux 31 décembre 2006 et 2007, ont permis de démontrer que ces instruments financiers offraient une couverture totalement efficace des flux de trésorerie relatifs à cette dette senior.

Comptabilisation et éléments d'actifs et de passifs relatifs à ces instruments financiers dérivés

La juste valeur initiale du collar a été comptabilisée à l'actif consolidé lors de sa conclusion en décembre 2006, pour un montant de 8,3 millions d'euros, en contrepartie de l'inscription d'une « Dette sur instruments de couverture » (cf. note 28) d'un montant de 8,3 millions d'euros, correspondant à la prime actualisée que la Société devra payer en cinq annuités. Au 31 décembre 2007, cette dette s'élève à 6,8 millions d'euros.

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Swap de taux d'intérêts – couverture de flux de trésorerie	8 515	3 715
Collar – couverture de flux de trésorerie	21 455	13 765
<i>dont valeur intrinsèque</i>	14 551	1 233
<i>dont valeur temps</i>	6 904	12 532
Total	29 970	17 479

La variation de juste valeur de ces instruments financiers dérivés entre le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2007, soit 4,8 millions d'euros pour le swap de taux d'intérêt et 13,3 millions d'euros pour la valeur intrinsèque du collar, a été constatée en capitaux propres recyclables, après constatation d'un impôt différé passif de 6,2 millions d'euros.

La variation de valeur temps du collar a été constatée en charges financières (cf. note 10), pour un montant de (5,6) millions d'euros, et a donné lieu à la constatation d'un impôt différé de 1,9 million d'euros.

Aucune inefficacité n'a été comptabilisée au titre des couvertures de flux de trésorerie.

L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture correspond à la juste valeur de chacun des instruments dérivés inscrits à l'actif du bilan, nette de la dette constatée sur les opérations de couverture en ce qui concerne le collar.

Note 19 - Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours des exercices 2006 et 2007.

Note 20 - Créances clients

La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Créances clients brutes	535 190	516 525
Provisions pour dépréciation (1)	(17 200)	(16 572)
Créances clients nettes	517 990	499 953

(1) cf. note 23 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

Au 31 décembre, les créances clients ont les échéances suivantes :

en milliers d'euros	Total	Activités cédées	Non échues et non dépréciées	Echues et non dépréciées					
				< 30 jours	entre 31 et 60 jours	entre 61 et 90 jours	entre 91 et 180 jours	entre 181 et 360 jours	> à 360 jours
2007	517 990	-	476 235	19 476	10 766	3 731	4 422	2 827	533
2006	499 953	13 342	442 608	19 391	11 181	4 267	6 239	2 342	583

Le portefeuille des créances clients du Groupe ne présente pas de risque de concentration important (près de 763 000 annonceurs dont 666 800 en France). En France, les 20 premiers annonceurs représentent 1,3 % de ce chiffre d'affaires et les annonceurs des 10 premières rubriques professionnelles représentent 14,1% du chiffre d'affaires de PagesJaunes en France. En France, les provisions pour risques clients demeurent à un niveau très faible, avec un taux de dotations nettes par rapport au chiffre d'affaires pour l'édition 2007 de 0,245%, quasi stable par rapport à celui de l'édition 2006.

Note 21 - Autres actifs courants

Les autres actifs courants se décomposent comme suit :

en milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
TVA à recevoir	17 439	18 129
Divers Etat à recevoir	675	198
Autres actifs courants (1)	9 909	16 997
Total	28 023	35 324

(1) dont les avances et acomptes aux fournisseurs pour 3,1 millions d'euros en 2007 et 7,0 millions d'euros en 2006

Note 22 - Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage

qui est généralement de 12 mois.

Par souci d'homogénéisation avec les produits constatés d'avance, les charges constatées d'avance au 31 décembre 2007 (104,6 millions d'euros) incluent un montant de 46,5 millions d'euros inscrit en contrepartie des avantages du personnel courants afin de reconnaître l'ensemble des rémunérations dues au titre des annuaires à paraître au 31 décembre 2007. Le montant correspondant au 31 décembre 2006 a été estimé à 43,3 millions d'euros. Les états financiers à cette date n'ont pas été retraités.

Note 23 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations / reprises nettes	Autres mouvements (1)	Solde en fin de période
2006				
Titres de participation	2 702	(2 702)	-	-
Créances clients	16 271	314	(13)	16 572
Autres actifs	110	412	-	522
2007				
Créances clients	16 572	2 203	(1 575)	17 200
Autres actifs	522	(463)	29	88

(1) dont sortie de Kompass France et Kompass Belgique en 2007 pour (1 575) K€

Quasiment toutes les créances échues font l'objet d'une provision pour dépréciation proche de 100% de leur montant. Les créances relatives aux annuaires à paraître font également l'objet d'une provision en fonction d'un taux statistique observé de manière empirique sur les historiques des 5 dernières années parues.

Note 24 - Capitaux propres

24.1 - Capital social

Au 31 décembre 2007, le capital social de PagesJaunes Groupe d'un montant de 56,1 millions d'euros est divisé en 280 644 450 actions ordinaires de 0,20 euro de valeur nominale unitaire (280 266 780 actions au 31 décembre 2006). Il est entièrement libéré.

La Société a procédé à une augmentation de capital de 75 534 euros par création de 377 670 actions nouvelles dans le cadre de l'exercice anticipé de stock options PagesJaunes Groupe en 2007. En 2006, 1 477 170 actions avaient été créées dans le même contexte pour une augmentation de capital de 295 434 euros.

Le capital de PagesJaunes Groupe est détenu à hauteur de 54,75% par Médiannuaire SAS au 31 décembre 2007.

24.2 - Autres réserves

Les autres réserves consolidées d'un montant de (2 497 651) au 31 décembre 2007 se composent essentiellement de :

- la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés entre leur date de conclusion et le 31 décembre 2007 pour un montant avant impôt de 23,1 millions d'euros (4,9 millions d'euros au 31 décembre 2006) et d'un impôt de 7,9 millions d'euros (1,7 million d'euros au 31 décembre 2006) ;
- la contrepartie de la charge de rémunération en actions pour la part dénouée en instruments de capitaux propres (cf note 27) ;
- sous déduction de la part des distributions excédant le résultat de l'exercice, il s'agit essentiellement de la distribution exceptionnelle opérée en novembre 2006 (2 519,7 millions d'euros).

L'horizon prévisionnel de recyclage des réserves relatives aux instruments de financiers, générées dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité de couverture au sens d'IAS 39, est de 4 ans.

24.3 - Actions propres

Aucune action n'est auto détenue au 31 décembre 2007, ni au 31 décembre 2006.

24.4 - Dividendes

Le montant du dividende mis en paiement le 4 mai 2007 s'est élevé à 303,1 millions d'euros, soit 1,08 euro par action.

En 2006, deux distributions ont été effectuées :

- le 2 mai, 284,0 millions d'euros, soit 1,02 euro par action,
- le 24 novembre, 2 519,7 millions d'euros, soit 9,00 euros par action.

Note 25 - Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs ne portent pas intérêt et sont en principe payables entre 30 jours et 90 jours.

Note 26 -Avantages du personnel, provisions et autres passifs

Ils se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Avantages postérieurs à l'emploi	26 655	24 239
Autres avantages à long terme	6 181	5 135
Avantages du personnel - non courants (1)	32 836	29 374
Autres provisions pour risques	1 258	497
Provisions litiges sociaux - fiscaux	4 400	6 392
Provisions – non courantes	5 658	6 889

(1) Cf. détails note suivante. Les avantages du personnel non courants concernent les entités françaises.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Personnel (1)	96 246	46 059
Organismes sociaux	22 078	27 448
Total avantages du personnel - courants	118 324	73 507
TVA à payer	94 567	90 794
Divers état à payer	8 429	8 693
Autres passifs courants	2 020	3 318
Autres passifs courants	105 016	102 805

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	1er janvier 2007	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassements et autres	31 décembre 2007
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	6 392	63	-1 989	-56	250	4 660
Autres provisions pour risques et charges	1 243	853	-20	-218	-280	1 578
Total des provisions	7 635	916	-2 009	-274	-30	6 238
- dont non courant	6 889	868	-1 900	-176	-23	5 658
- dont courant	746	48	-109	-98	-7	580

Engagements de retraite et autres avantages du personnel

(en milliers d'euros)	Avantages postérieurs à l'emploi	Autres avantages à long terme	Total 31 décembre 2007	Total 31 décembre 2006
Variation de la valeur des engagements				
Valeur totale des engagements en début de période	39 609	5 135	44 744	39 792
Coût des services rendus	2 593	421	3 014	2 975
Coût de l'actualisation (charge d'intérêts)	1 723	227	1 950	1 549
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Modification du régime	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-
(Gains) / pertes actuariels	2 359	609	2 968	1 633
Prestations payées	(1 276)	(193)	(1 469)	(1 205)
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	-	-	-	-
Variation de périmètre	(796)	(18)	(814)	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
Valeur totale des engagements en fin de période (A)	44 212	6 181	50 393	44 744
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes intégralement ou partiellement financés</i>	<i>43 102</i>	<i>-</i>	<i>43 102</i>	<i>37 653</i>
<i>Engagements de fin de période afférent à des régimes non financés</i>	<i>1 110</i>	<i>6 181</i>	<i>7 291</i>	<i>7 091</i>
Variation des actifs de couverture				
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	1 287	-	1 287	1 612
Produits financiers sur les actifs de couverture	42	-	42	63
Gains / (pertes) sur actifs de couverture	-	-	-	(51)
Cotisations versées par l'Employeur	1 489	-	1 489	600
Cotisations versées par les employés	-	-	-	-
Réductions / liquidations	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(1 276)	-	(1 276)	(937)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Autres (écarts de conversion)	-	-	-	-
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	1 542	-	1 542	1 287
Couverture financière				
Situation du régime (A) – (B)	42 670	6 181	48 851	43 457
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(15 783)	-	(15 783)	(14 083)
Coût des services passés non reconnu	-	-	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	26 887	6 181	33 068	29 374
<i>dont provision / (actif) court terme</i>	<i>232</i>	<i>-</i>	<i>232</i>	<i>502</i>
<i>dont provision / (actif) long terme</i>	<i>26 655</i>	<i>6 181</i>	<i>32 836</i>	<i>28 872</i>
Charge de l'exercice				
Coût des services rendus	2 593	421	3 014	2 975
Coût de l'actualisation	1 723	227	1 950	1 549
Rendement attendu des actifs du régime	(42)	-	(42)	(63)
Amortissement des (gains) / pertes actuariels	659	609	1 268	332
Amortissement du coût des services passés	-	-	-	-
Effet de réductions / liquidations	-	-	-	-
Cessions / transferts d'activité	(17)	-	(17)	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-	-	-
Total charge de retraite	4 916	1 257	6 173	4 793
Evolution de la provision / (actif)				
Provision / (actif) en début de période	24 239	5 135	29 374	25 450
Charge de retraite	4 916	1 257	6 173	4 793
Charge de retraite des activités cédées	17	-	17	-
Cotisations versées par l'employeur	(1 489)	(193)	(1 682)	(722)
Prestations directement payées par l'employeur	-	-	-	(147)
Variation de périmètre	(796)	(18)	(814)	-
Autres (écarts d'acquisition)	-	-	-	-
Provision / (actif) en fin de période	26 887	6 181	33 068	29 374
Hypothèses				
Taux d'actualisation (%)	4,75%	4,75%	4,75%	4,25%
Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)	en fonction des catégories de salariés et de leur âge			
Rendement attendu sur les actifs du régime (%)	4,0%	-	-	4,2%
Durée résiduelle probable d'activité	15,4	15,4	-	-
Montant comptabilisé en charge au titre de la période	4 916	1 257	6 173	4 793

Note 27 - Stock options et actions gratuites

27.1 - Stock options

27.1.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 12 avril 2005 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'options de souscription d'actions, au sens des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement du Groupe. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'options de souscription attribuées au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 2,0% du capital de la Société à la date de cette Assemblée générale, soit 5 575 792 options.

Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a mis en place deux plans d'options de souscription d'actions, le premier le 28 juin 2005 et le second le 20 décembre 2007.

Le plan mis en place en juin 2005, totalisant 3 796 800 options avec un prix d'exercice de 19,30 euros, a une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options se fait de façon complète après 3 ans.

Le règlement du plan permettait aux bénéficiaires d'exercer par anticipation jusqu'à 50% des options qui leur ont été attribuées, soit environ 1,85 million d'options, dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la notification d'un changement de contrôle, soit, compte tenu du changement de contrôle intervenu le 11 octobre 2006, du 12 octobre 2006 jusqu'au 12 janvier 2007, et de céder à leur convenance les actions issues de cet exercice. Les plus-values réalisées dans le cadre de cet exercice anticipé sont fiscalement assimilées à des traitements et salaires. De ce fait, elles sont soumises à charges sociales et impôt sur le revenu pour le bénéficiaire, et charges patronales pour l'entreprise. 1 854 840 options (377 670 en 2007 et 1 477 170 en 2006) ont ainsi été exercées par anticipation, générant des charges sociales additionnelles d'un montant de 0,5 million d'euros en 2007 et 2,1 millions d'euros en 2006, classées sous la rubrique « Rémunération en actions » (cf. note 27.3).

Par ailleurs, le versement d'un dividende exceptionnel par prélèvement sur les réserves libres de la Société a donné lieu à un ajustement du prix d'exercice ainsi que du nombre d'options consenties, conformément à l'article L.225-181 du Code de commerce. Au 31 décembre 2007, compte tenu de cet exercice anticipé d'une part, de l'ajustement du prix d'exercice et du nombre d'options d'autre part, et enfin des départs de salariés, il restait 3 190 829 options en circulation (3 735 176 en 2006), dont le prix d'exercice ajusté est désormais de 11,72 euros.

Un second plan a été mis en place en décembre 2007, totalisant 2 927 900 options avec un prix d'exercice de 14,46 euros, et ayant une durée de vie de 10 ans. L'acquisition des options se fait de façon complète après 3 ans. Il n'y a pas de conditions de performance.

Quels que soient les plans, une période de 4 ans d'incessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux bénéficiaires français.

27.1.2 - Description des modèles d'évaluation

Pages Jaunes Groupe a évalué la juste valeur des biens ou services reçus pendant chacune des périodes en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

Les justes valeurs des options du plan PagesJaunes Groupe attribuées en décembre 2007 ont été calculées avec un modèle binomial qui reflète le comportement d'exercice anticipé des attributaires par le biais d'une hypothèse de «plafond d'exercice» exprimé en multiple du prix d'exercice et qui représente la valeur de l'action pour laquelle il est attendu que toutes les options seront exercées. Le plafond utilisé pour le calcul des justes valeurs ci-dessus est de 2,0. La volatilité attendue a été établie sur la base de la volatilité historique de l'action PagesJaunes Groupe soit 18%. Compte tenu d'un taux de départ annuel avant ouverture des droits estimé à 3,0% et d'un taux de dividendes attendu estimé à 5,0%, la juste valeur d'une option PagesJaunes Groupe a ainsi été évaluée à 1,61 euro pour les résidents fiscaux français (1,62 euro pour les non français) pour un cours du sous-jacent à la date d'attribution de 13,65 euros et un prix d'exercice de 14,46 euros. La date d'attribution retenue pour l'évaluation de la charge correspond à la date de tenue du Conseil d'administration ayant attribué les options à savoir le 20 décembre 2007, le délai d'information des attributaires ayant été considéré comme raisonnable.

27.1.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options 2007	Prix d'exercice moyen pondéré 2007	Nombre d'options 2006	Prix d'exercice moyen pondéré 2006
Options en circulation en début de période				
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	3 735 176	11,72 €	3 748 000	19,30 €
Options attribuées				
Plan de décembre 2007	2 927 900	14,46 €	-	-
Plan de juin 2005	-	-	-	-
Options additionnelles				
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005 (**)	-	-	1 588 512	11,72 €
Options exercées				
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	(377 670)	11,72 €	(1 477 170)	17,80 €
Options annulées, rendues caduques				
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	(166 677)	11,72 €	(133 166)	18,43 €
Autre mouvement (*)				
Plan de décembre 2007	-	-	-	-
Plan de juin 2005	-	-	9 000	19,30 €
Options en circulation en fin de période				
	6 118 729		3 735 176	
Plan de décembre 2007	2 927 900	14,46 €	-	-
Plan de juin 2005	3 190 829	11,72 €	3 735 176	11,72 €

(*) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont été transférés d'une autre entreprise du groupe France Télécom en 2006.

(**) représente les options additionnelles du fait du mécanisme d'ajustement lié à la distribution du dividende exceptionnel de 9 euros en 2006.

Aucune option n'est exerçable au 31 décembre 2007.

La durée moyenne restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice est de 6 mois pour le plan de juin 2005 et de 36 mois pour le plan de décembre 2007.

27.2 - Attribution gratuite d'actions

27.2.1 - Description des plans

Le Conseil d'administration a été autorisé par l'Assemblée générale extraordinaire du 19 avril 2006 à mettre en œuvre au profit de certains dirigeants et salariés du Groupe un plan d'attribution gratuite

d'actions, au sens des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de commerce, afin notamment de les associer au développement du Groupe. Cette autorisation a été consentie pour une durée de 38 mois et le nombre total d'actions gratuites attribuée gratuitement au titre de cette résolution ne pourra représenter plus de 0,5% du capital de la Société à la date de cette Assemblée générale, soit 1 393 948 actions.

Le Conseil d'administration a arrêté les conditions d'un premier plan d'attribution gratuites d'actions le 30 mai 2006. Ce plan a donné lieu à l'attribution initiale de 602 361 actions à 591 collaborateurs du Groupe. Un second plan d'attribution gratuite d'actions a été arrêté le 20 novembre 2006, et donné lieu à l'attribution de 778 638 actions à 611 collaborateurs du Groupe.

Ces actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période d'acquisition de 2 ans, sous réserve que le bénéficiaire soit toujours salarié ou dirigeant dans une des sociétés du Groupe et que des conditions de performance soient satisfaites. Les conditions de performance tiennent à la réalisation de critères de croissance du chiffre d'affaires consolidé et de croissance de la marge brute opérationnelle consolidée de la Société pour les exercices 2006 et 2007 pour le premier plan, et des critères de croissance de la marge brute opérationnelle consolidée de la Société pour les exercices 2007 et 2008 pour le second plan.

Au 31 décembre 2007, compte tenu des départs et des annulations intervenus depuis ces attributions et de la non atteinte des critères de performance fixés pour les exercices 2006 et 2007, il restait 745 440 actions attribuables gratuitement en circulation (1 356 201 au 31 décembre 2006).

Aucun nouveau plan d'attribution gratuite d'actions n'a été consenti en 2007.

27.2.2 - Description des modèles d'évaluation

La juste valeur d'une action attribuée correspond au prix de marché de l'action à la date d'attribution ajusté de la perte de dividendes attendus pendant la période d'acquisition de deux ans.

27.2.3 - Juste valeur des actions attribuées gratuitement

Principales hypothèses - Modèle d'évaluation	Mai 2006	Novembre 2006
Cours du sous-jacent à la date d'attribution (prix de marché)	21,52 €	23,84 €
Période d'acquisition	2 ans	2 ans
Taux de dividende attendu (1)	5,00%	5,00%
Probabilité d'atteinte des conditions de performance à l'origine	100%	100%
Juste valeur d'une action	19,47 €	12,57 €

(1) Le dividende exceptionnel de 9,00 euros par action, versé le 24 novembre 2006, a aussi été pris en compte dans le calcul de la juste valeur des actions attribuées gratuitement le 20 novembre 2006.

La charge représentative du coût de ces plans d'attribution gratuite d'actions, qui tient compte d'un taux de départ annuel estimé à 5%, est amortie sur la période d'acquisition, soit deux ans. Elle est ajustée en fonction de l'évolution de la probabilité d'atteinte des conditions de performance ou du taux de départ effectifs au cours de cette période, et définitivement fixée sur la base du nombre

d'actions effectivement distribuées à l'issue de cette période. Compte tenu des résultats du Groupe en 2006 et en 2007, les actions consenties en mai 2006 ne pourront être attribuées en raison de la non atteinte des critères de performance fixés pour les exercices 2006 et 2007. La charge relative à ce premier plan constatée dans les comptes 2006 pour un montant de 2,0 millions d'euros a été annulée par un produit du même montant dans les comptes 2007.

27.3 - Charge relative aux plans de stock options et aux attributions gratuites d'actions

L'impact des plans d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites sur le compte de résultat de l'exercice 2007 s'élève à 5,2 millions d'euros (8,6 millions d'euros en 2006) dont 0,8 million d'euros de charges sociales (2,1 millions d'euros en 2006, Cf. note 8). Les charges sociales sont relatives à l'exercice anticipé de stock options en 2006 et en 2007 et à la cotisation patronale de 10%, instaurée par la loi de financement de la Sécurité sociale 2008, et assise sur la juste valeur des options attribuées en décembre 2007.

Ces plans sont prévus d'être dénoués en instruments de capitaux propres.

Note 28 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Instruments de couverture (cf. note 18)	29 970	17 479
Placements à CT >3 mois et <1 an	17	285
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 228	55 076
Trésorerie	101 214	72 840
Emprunt bancaire	(1 950 000)	(1 950 000)
Frais d'émission d'emprunts	41 186	47 336
Dette sur instruments de couverture (cf. note 18)	(6 792)	(8 326)
Intérêts courus non échus	(6 845)	(5 645)
Découverts bancaires	(16 709)	(7 510)
Autres dettes financières	(16 070)	(15 303)
Endettement financier brut	(1 955 230)	(1 939 447)
<i>dont courant</i>	<i>(41 463)</i>	<i>(28 458)</i>
<i>dont non courant</i>	<i>(1 913 767)</i>	<i>(1 910 990)</i>
Trésorerie (endettement) net	(1 854 016)	(1 866 607)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de BMTN, d'OPCVM et de comptes bancaires débiteurs. Ils sont évalués, car gérés, sur la base de leur juste valeur.

Emprunt bancaire

PagesJaunes Groupe a conclu, le 24 octobre 2006, avec un syndicat bancaire constitué de sept banques internationales, un financement bancaire d'un montant total maximum de 2,35 milliards d'euros, qui comprend d'une part un prêt moyen terme de 1 950 millions d'euros, et d'autre part une ligne de crédit revolving de 400 millions d'euros. La dette senior avait pour seul objet le financement du dividende exceptionnel de 9 euros par action versé le 24 novembre 2006, et a été tirée intégralement le 24 novembre 2006. La ligne de crédit revolving doit permettre le financement des besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe dans le cadre de ses activités opérationnelles et est utilisable notamment par tirage, émission de lettres de crédit ou mise en place de lignes bilatérales.

Ce contrat de financement contient notamment des clauses de remboursement anticipé obligatoire et de défaut ainsi que des covenants financiers évolutifs.

Le prêt à moyen terme a une maturité de 7 ans, avec des intérêts à taux variable sur le taux de référence Euribor 3 mois et une marge de 175 points de base au 31 décembre 2007, et est remboursable en totalité à l'échéance. La ligne de crédit revolving a une maturité de 7 ans, avec des intérêts à taux variable sur le taux de référence Euribor ou Libor avec une marge de 175 points de base au 31 décembre 2007.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par PagesJaunes Groupe.

L'évolution des dettes financières s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Solde en début d'exercice	1 939 447	13 313
Variations de périmètre (1)	(57)	-
Augmentation (diminution) nette	15 840	1 926 134
Solde en fin d'exercice	1 955 230	1 939 447

(1) Entrées de A Ton Service pour 0,1 million d'euros et sorties de Kompass France et Kompass Belgique pour (0,2) million d'euros

Note 29 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués des produits sur ventes d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 30 – Instruments financiers

30.1 - Instruments financiers inscrits au bilan

	Valeur au bilan	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39				
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture (Juste valeur par capitaux propres)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)
Actifs disponibles à la vente	207	-	-	207	-	-
Autres actifs financiers non courants	1 955	-	-	-	1 955	-
Instruments financiers dérivés	29 970	6 904	23 066	-	-	-
Créances clients nettes	517 990	-	-	-	517 990	-
Autres actifs financiers courants	17	17	-	-	-	-
Equivalents de trésorerie	67 397	67 397	-	-	-	-
Trésorerie	3 831	3 831	-	-	-	-
Actifs financiers	621 367	78 148	23 066	207	519 945	-
Dettes financières et dérivés non courants	1 913 767	-	-	-	-	1 913 767
Découverts bancaires et autres emprunts courant	34 618	-	-	-	-	34 618
Intérêts courus non échus	6 845	-	-	-	-	6 845
Dettes fournisseurs	109 393	-	-	-	-	109 393
Passifs financiers	2 064 623	-	-	-	-	2 064 623

Les dérivés de couverture comptabilisés en juste valeur par capitaux propres sont détaillés en note 18.

Les engagements d'achats d'intérêts minoritaires sont détaillés en note 5

30.2 - Effet en résultat des instruments financiers

	Effet en résultat	Ventilation par catégorie d'instruments au sens IAS 39				
		Juste valeur par résultat	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances (coût amorti)	Passifs financiers (coût amorti)
Produits d'intérêt	3 079	3 079	-	-	-	-
Charges d'intérêt	(128 999)	-	(5 960)	-	-	(123 039)
Gain (perte) de change	(10)	-	-	-	(10)	-
Décomptabilisations	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	(1 740)	-	-	-	(1 740)	-
Gains nets / (pertes nettes)	(127 671)	3 079	(5 960)	-	(1 750)	(123 039)

Note 31 - Objectifs politiques de gestion des risques financiers, gestion du capital

Le Groupe a pour objectif d'optimiser sa structure financière, dont le principal critère d'appréciation est le levier financier (ratio d'endettement net sur la marge brute opérationnelle), afin de réduire le coût de son capital tout en conservant une flexibilité financière lui permettant de respecter son plan de développement.

Les deux principaux objectifs de la gestion financière sont les suivants :

- PagesJaunes Groupe, et le Groupe PagesJaunes au niveau consolidé, sont emprunteurs nets, et dans ce cadre, le premier objectif de PagesJaunes Groupe est de sécuriser et ainsi de limiter le coût de la dette ;
- En raison d'une part de la génération d'un cash flow important au rythme du cycle de prospection commerciale, et, d'autre part, du paiement des intérêts sur sa dette et de son dividende aux actionnaires selon une périodicité différente, le Groupe PagesJaunes dégage des excédents de trésorerie, et peut se trouver en situation d'excédent de trésorerie de manière temporaire. Ces excédents n'ayant pas vocation à être durables, l'objectif du Groupe est de les placer au meilleur taux d'intérêt dans le cadre d'une prise de risque très limitée.

Le Groupe veille également au respect des engagements inscrits dans sa documentation bancaire qui prévoit certaines clauses de défaut et d'exigibilité anticipée. Ces clauses sont notamment liées au respect de covenants opérationnels et financiers tels que le niveau minimum de couverture de la charge nette consolidée d'intérêts par un agrégat proche de la marge brute opérationnelle (MBO) consolidée et le levier maximum, mesuré par le rapport entre la dette nette consolidée et un agrégat proche de la MBO consolidée.

Le Groupe se fixe pour objectif de maintenir son levier financier entre 3 et 4 fois la MBO. Au 31 décembre 2007, ce levier s'établissait à 3,6 fois la MBO, niveau nettement inférieur au maximum de 5,25 fois fixé par la documentation bancaire.

Compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit.

Risque de taux de change

PagesJaunes Groupe estime que le risque de change n'est pas significatif en ce qui concerne son activité, dans la mesure où celle-ci s'exerce essentiellement en zone euro.

Risque de taux d'intérêt

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de variation des taux d'intérêt dans la mesure où l'ensemble de ses financements à court et long terme est à taux variable. Le Groupe gère ce risque par un recours à des instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt et des collars. Les principales caractéristiques de la dette bancaire du Groupe figurent en note 28 (Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net), et celles des instruments utilisés pour la couverture de taux d'intérêt en note 18 (Instruments financiers dérivés – actifs non courants).

PagesJaunes Groupe estime qu'une augmentation de 1% des taux d'intérêt à court terme par rapport à l'Euribor 3 mois constaté au 31 décembre 2007, soit 4,684%, devrait aboutir à une diminution du résultat annuel consolidé avant impôt de l'ordre de 5,2 millions d'euros.

Sensibilité à une variation de 100 points de base du taux Euribor 3 mois (avant impôt)

(en millions d'euros)	Equivalents de trésorerie	Emprunts bancaires et découverts bancaires	Instruments de couverture nets
Position au bilan	71,2	(1 966,7)	23,2
Sensibilité en résultat	0,7	(19,7)	13,7
Sensibilité en capitaux propres	-	-	49,9

Risque de liquidité

Le Groupe PagesJaunes a mis en place une gestion de trésorerie centralisée avec un système de cash pooling qui inclut l'ensemble de ses filiales françaises, et est organisé autour d'un pivot PagesJaunes Groupe. Cette méthode de gestion des liquidités associée à un système de reporting interne permet au Groupe d'anticiper et d'estimer les flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles de ses différentes filiales, et ainsi d'optimiser le tirage sur ses lignes de crédit en cas

de besoin de trésorerie, et les placements en cas d'excédent de trésorerie.

Sur la base des maturités des passifs financiers au 31 décembre 2007, les décaissements prévisionnels sur les périodes à venir, calculés sur la base de la courbe de taux forward constatée au 31/12/2007, sont les suivants :

(en millions d'euros)	Valeur au bilan		2008		2009-2010		2011-2012		2013 et au-delà	
	Actif	Passif	Intérêts variables	Rembour.	Intérêts variables	Rembour.	Intérêts variables	Rembour.	Intérêts variables	Rembour.
Passifs financiers										
Emprunt bancaire	-	(1 950,0)	(124,8)	-	(235,5)	-	(239,3)	-	(120,7)	(1 950,0)
Ligne de crédit revolving	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Découvert bancaire	-	(16,7)	-	(16,7)	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus non échus	-	(6,8)	(6,8)	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes financières	-	(16,1)	-	(16,1)	-	-	-	-	-	-
Couvertures du risque de taux										
Couverture de flux futurs :										
Collars et swap de taux	30,0	(6,8)	8,8	-	6,7	-	4,5	-	-	-

Parallèlement, en cas d'exercice des puts consentis dans le cadre des engagements d'achats d'intérêts minoritaires (cf. note 5), la dette évaluée, au bilan au 31 décembre 2007, à 8,7 millions d'euros serait honorée à hauteur de 10,7 millions d'euros en 2011.

Risque de crédit

PagesJaunes Groupe est exposé au risque de crédit, essentiellement, dans le cadre de ses placements, et de ses instruments de couvertures de taux. PagesJaunes Groupe limite le risque de crédit en sélectionnant des contreparties disposant d'une notation long terme supérieure à AA- (Standard & Poor's et/ou Fitch IBCA) et Aa3 (Moody's). Au 31 décembre 2007, l'exposition de PagesJaunes Groupe était de 67 millions d'euros au titre de ses opérations de placement en BMTN et de 30 millions d'euros au titre de la valeur de marché de ses instruments financiers de taux d'intérêt.

La procédure de gestion des opérations financières de PagesJaunes Groupe dresse en outre une liste limitative de signatures autorisées, en dehors de laquelle l'autorisation du Directeur général est obligatoire. La documentation bancaire limite également la liste des contreparties pour les opérations de couverture de taux.

Risque actions

PagesJaunes Groupe estime que le risque actions n'est pas significatif dans la mesure où le Groupe ne détient pas d'action propre, et où le placement de ses excédents de trésorerie n'est pas exposé à un risque sur les marchés d'actions.

Enfin, PagesJaunes Groupe s'est fixée pour objectif de distribuer l'intégralité du résultat net du groupe au titre de l'exercice 2008. Il est précisé que l'objectif de distribution ne constitue en aucun cas un engagement de PagesJaunes Groupe et les dividendes futurs dépendront des résultats du Groupe, de sa situation financière et de tout autre élément que le Conseil d'administration et les actionnaires de PagesJaunes Groupe jugeront pertinent.

Note 32 - Informations sur les parties liées

32.1 - Rémunération des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des personnes qui sont à la clôture de chaque exercice, ou qui ont été, au cours des exercices clos, membres du Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe, du Comité Exécutif de PagesJaunes Groupe ou du Comité Exécutif de PagesJaunes. Ce périmètre comprend également les administrateurs représentant les salariés siégeant au Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe.

En milliers d'euros	31 décembre 2007	31 décembre 2006
Avantages à court terme (1)	4 879	4 267
<i>dont charges patronales</i>	1 226	1 121
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	48	39
Autres avantages à long terme (3)	2	-
Indemnités de fin de contrat (4)	-	-
Avantages sur capitaux propres (5)	205	947
Total	5 134	5 252

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, CFC, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de licenciement

(5) « Rémunérations en actions » y compris les charges sociales relatives aux levées anticipées et attributions de stock options

32.2 - Transactions avec les parties liées

Des contrats de prestations de services ont été mis en place en 2006 et en 2007 avec Médiannuaire, actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces contrats engendrent une charge de 3,2 millions d'euros au titre de l'exercice 2007 (0,3 million d'euros au titre de l'exercice 2006).

Les transactions s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante.

En 2006, les opérations réalisées avec France Télécom (et ses filiales), ancien actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe, représentaient une charge nette de 28,7 millions d'euros.

Note 33 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés significatifs se présentent comme suit :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2007				2006
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Contrats de location simple	69 901	13 420	42 708	13 773	28 400
Papier, impression, distribution ⁽¹⁾	7 792	7 792	-	-	11 560
Autres prestations	17 599	11 084	4 985	1 530	19 439
Engagements d'achats de biens et services	25 391	18 876	4 985	1 530	30 999
Total	95.292	32 296	47 693	15 303	59 399

(1) voir détail tableau ci-dessous

La rubrique « Autres » inclut toutes les commandes fermes passées au 31 décembre 2007 sur des biens et services livrables en 2008.

Engagements conditionnels (en milliers d'euros)	2007				2006
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Avais et cautions	322	-	322	-	329

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des neuf prochaines années.

La direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 15,9 millions d'euros en 2007 (16,8 millions d'euros en 2006).

Début 2007, PagesJaunes a renégocié les contrats relatifs aux locaux situés à Sèvres de façon à être titulaire d'un bail en direct avec le propriétaire. Ces locaux, à l'usage de bureaux, faisaient précédemment l'objet d'une sous-location à France Télécom, ancien actionnaire majoritaire de PagesJaunes Groupe. Ces baux ont été consentis et acceptés pour une durée ferme de neuf années entières et consécutives à compter du 1^{er} avril 2007. L'engagement est évalué à 51 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2007, l'engagement pour le Groupe, au titre de l'ensemble des contrats de location, est de 69,9 millions d'euros dont 13,4 millions d'euros à moins d'un an.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité de fabrication et diffusion d'annuaires imprimés, PagesJaunes est amenée à conclure avec ses fournisseurs de papier, ses imprimeurs et ses distributeurs, des contrats qui peuvent être annuels ou pluriannuels.

PagesJaunes a notamment conclu des contrats tri-annuels avec ses imprimeurs, au titre des exercices 2006, 2007, 2008, et avec trois de ses papetiers au titre des exercices 2007, 2008, 2009. Il existe également un contrat biannuel signé avec un papetier couvrant les exercices 2007 et 2008. Ces contrats fixent les conditions tarifaires octroyées sur la période et mentionnent des volumes prévisionnels de commandes pour chacune des années mais sans valeur contractuelle minimum, pour un montant estimé à 101,2 millions d'euros au 31 décembre 2007, dont 68,7 millions d'euros à moins d'un an.

QDQ Media a conclu des contrats similaires avec ses imprimeurs, le montant des volumes prévisionnels s'établit à 2,8 millions d'euros (à moins d'un an).

Seules les commandes fermes passées au 31 décembre 2007, tant auprès des fournisseurs de papier et de contenus que des imprimeurs et des distributeurs, sont ainsi constatées en engagements hors bilan à cette date, pour un montant total de 7,8 millions d'euros.

Ces engagements sont détaillés dans le tableau ci-après :

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	2007				2006
	Total	Paiements dus par période			Total
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	
Papier	-	-	-	-	5 471
Impression	6 392	6 392	-	-	3 313
Distribution	1 004	1 004	-	-	1 120
Contenus éditoriaux	396	396	-	-	1 656
Total	7 792	7 792	-	-	11 560

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 235 694 heures au 31 décembre 2007 (177 208 heures au 31 décembre 2006). 4 305 heures ont fait l'objet d'une demande en 2007 de la part de salariés (1 479 heures en 2006).

Autres engagements donnés

PagesJaunes Groupe a cédé le 14 mars 2007 à la société Coface Services la totalité des actions composant le capital des sociétés Kompas France et Kompas Belgium. Dans ce cadre, PagesJaunes Groupe a consenti un certain nombre de garanties générales à Coface Services, plafonnées à un montant de 2,7 millions d'euros, ainsi que des garanties spécifiques portant notamment sur les risques sociaux et fiscaux, plafonnées à un montant total de 7,7 millions d'euros.

Autres engagements reçus

PagesJaunes Groupe a conclu, le 24 octobre 2006 avec un syndicat bancaire, une ligne de crédit revolving de 400 millions d'euros destinée à couvrir les besoins de trésorerie (besoins en fonds de roulement, investissements ou refinancement) du Groupe émanant de ses activités opérationnelles. Cette ligne n'était pas tirée au 31 décembre 2007.

Montages déconsolidants et entités ad hoc

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants. Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Note 34 - Litiges

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, ni PagesJaunes Groupe ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de PagesJaunes Groupe estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

1. PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification avait pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. La quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. La Cour de Cassation a validé, par deux arrêts rendus le 11 janvier 2006, ce plan d'évolution commerciale. La Cour de Cassation a statué qu'un licenciement économique consécutif à une réorganisation mise en œuvre pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques était justifié. Par un nouvel arrêt du 14 février 2007, la Cour de cassation a confirmé la validité du plan mis en œuvre par PagesJaunes. Toutefois, des dossiers comportant des demandes fondées sur des motifs non tranchés par les arrêts ci-dessus ainsi que des dossiers devant les juridictions administratives sont toujours en cours. La provision, constituée fin 2002 au titre de ce risque, à hauteur de 7,3 millions d'euros, a été reprise pour un montant de 1,0 million d'euros en 2006 puis pour un montant de 1,9 million d'euros en 2007 compte tenu de l'évolution favorable de ce dossier.

2. La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) mène actuellement une enquête sur les relations de PagesJaunes avec les agences de publicité. Bien qu'à ce stade, PagesJaunes n'ait aucun élément lui permettant de connaître l'objet précis de cette enquête et d'en apprécier les éventuelles conséquences, PagesJaunes ne peut exclure que cette enquête ait des conséquences préjudiciables pour elle.

3. PagesJaunes Groupe et sa filiale PagesJaunes ont fait l'objet, en 2006, d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2002, 2003 et 2004. Les sociétés ont reçu le 11 décembre 2006 des demandes de rectifications de la part de l'Administration fiscale, portant sur deux points : (i) PagesJaunes Groupe a constaté, au titre du premier point, relatif à la non déductibilité d'abandons de créances, une charge d'impôt additionnelle de 0,7 million d'euros dès 2006 ; (ii) PagesJaunes Groupe et PagesJaunes ont en revanche contesté le second point, concernant une réclamation pour les deux sociétés d'environ 4,8 millions d'euros, intérêts inclus. Elles ont envoyé leurs observations en ce sens à l'Administration fiscale par deux courriers en date du 10 janvier 2007. L'Administration fiscale a purement et simplement abandonné ses demandes de rectifications sur ce second point le 7 mars 2007. Ce second point n'avait pas fait l'objet d'une provision dans les comptes 2006.

4. PagesJaunes a été assignée par une agence de publicité (Publicom Méditerranée) devant le tribunal de commerce de Nanterre pour abus de position dominante, pratiques discriminatoires et concurrence déloyale. Elle demande, à ce titre un million six cent mille euros de dommages et intérêts. Ce dossier en est au stade de la procédure avant plaidoiries. Bien qu'elle estime disposer d'éléments favorables, PagesJaunes ne peut exclure une condamnation dans cette affaire.

5. Courant janvier 2007, la société PagesJaunes a été citée devant les Conseils de Prud'Hommes de Caen, Marseille et Lille par trois salariés de la société ADREXO, chargée du portage de ses annuaires dans certains départements. Les demandeurs forment diverses demandes de rappels de salaires et

indemnités et se plaignent d'une situation de travail dissimulé. Ils recherchent notamment la responsabilité de la société PagesJaunes sur le fondement de la solidarité financière. Ces dossiers en sont au stade de la procédure avant plaidoiries. Tout en disposant d'arguments sérieux pour y répondre, elle ne peut exclure d'éventuelles condamnations ou conséquences préjudiciables.

D'autre part, le Groupe, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assigné en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour le Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001 et stable depuis 2006. Au 31 décembre 2007, il s'élevait à 23, pour un montant total de demandes de dommages et intérêts de 1,8 million d'euros. Dans le cadre de ces procédures, le Groupe essaye de négocier un dédommagement amiable, qui permet de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'aient pas d'impact défavorable sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 35 - Evènements postérieurs à la clôture

PagesJaunes a assigné en février 2007 les sociétés Xentral (ex Prodis) et L'Annuaire Universel pour contrefaçon. PagesJaunes entend ainsi défendre ses droits face aux sociétés Xentral et L'Annuaire Universel qui, en exploitant le site d'annuaire en ligne "pagesjaunes.com" à destination d'un public français, profitent de la notoriété de la marque "PagesJaunes".

Note 36 - Périmètre de consolidation

Entité	Pays	Au 31 décembre 2007		Au 31 décembre 2006	
		Intérêt	Contrôle	Intérêt	Contrôle
Sociétés consolidées par intégration globale					
Segment PagesJaunes en France					
PagesJaunes Groupe	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
Segment International & Filiales					
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Eurodirectory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
Edicom	Maroc	100%	100%	100%	100%
Kompass France (1)	France	-	-	100%	100%
Kompass Belgium (1)	Belgique	-	-	100%	100%
PagesJaunes Marketing Services	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Petites Annonces	France	66%	66%	100%	100%
Horyzon Média	France	66%	66%	-	-
Horyzon Clics	France	66%	66%	-	-
A Ton Service	France	66%	100%	-	-
Société consolidée par intégration proportionnelle					
Segment International & Filiales					
Editus	Luxembourg	49%	49%	49%	49%

(1) activités cédées en 2007, cf note 6.